







## → Sommaire

- 05**      Édito  
*Carlos Crespo — Guéric Bosmans*
- 06**      Est-il encore nécessaire d'entrer dans la vie ?  
*CePPecs — Martin Dekeyser*  
-----
- 12**      ProJeuneS au Forum Social Mondial de Tunis 2013  
*Alain Detilleux, Nicolas Fernandez, Guéric Bosmans — ProJeuneS*
- 20**      13.03.13 : Place aux Jeunes, à Charleroi  
*ProJeuneS*
- 24**      Formation : Pratiques professionnelles d'animation et d'accompagnement dans  
le secteur de la jeunesse, avec l'analyse systémique  
*Formactif — ProJeuneS*
- 26**      « Changer d'agriculture » : campagne 2013-2014 du CNCD — 11.11.11  
*Savery Plasman — ProJeuneS*
- 30**      Entretien avec Gilles Mahieu, secrétaire général du PS  
*Carlos Crespo — ProJeuneS*
- 34**      Tire ton plan jeunesse !  
*Jean-Pierre Tondou — For'J*
- 38**      Un été fou fou fou avec OXYJeunes  
*OXYJeunes*
- 42**      Le chômage des jeunes en Europe et en Belgique. Le précipice approche...  
On continue tout droit ?
- 46**      Premier emploi, premier combat !  
*Jeunes FGTB*
- 50**      Ateliers d'écriture et d'illustration  
*Tels Quels Jeunes*
- 52**      Réveillons la solidarité internationale !  
*MJS*
- 54**      Les Faucons Rouges au « Workers Youth Festival » à Dortmund  
*Faucons Rouges*



Rédacteur en chef  
Alain Detilleux

Président  
Guéric Bosmans

Secrétaire général  
Carlos Crespo

Coordinateur de projets  
Nicolas Fernandez

Chargée de formations  
Delphine Gantois

Détaché pédagogique  
Savery Plasman

Coordination, Infographie et Mise en page  
Alain Detilleux

Logistique et communication  
Michèle Thommès

Secrétariat  
Marielle Delbaere

**Rédaction de Pro J**  
ProJeuneS asbl  
bd de l'Empereur 15|3 — 1000 Bruxelles

T. 02 513 99 62  
F. 02 502 49 47  
[edition@projeunes.be](mailto:edition@projeunes.be)  
[www.projeunes.be](http://www.projeunes.be)

Les propos tenus dans les textes relèvent  
de l'entière responsabilité de leurs auteurs.

Nous remercions sincèrement tous les intervenants  
extérieurs qui ont apporté leur contribution à ce numéro.  
La Rédaction

Après avoir soufflé dans le monde arabo-musulman le vent de la contestation s'est fait sentir, certes avec une vigueur moindre, de l'autre côté de la Méditerranée. Les mobilisations en Espagne ou en Grèce n'avaient pas pour objectif de faire vaciller un tyran inamovible mais bien de s'affranchir du totalitarisme austéritaire imposé par la Troïka (UE, FMI...). À plusieurs reprises, ProJeuneS s'est retrouvé aux côtés de la jeunesse espagnole, grecque et tunisienne en lutte. Nous avons tenu à être présents à Athènes, Madrid et Tunis pour exprimer notre solidarité avec ceux qui remettent en question l'ordre politique, social et économique. Au mois de mars dernier, nous nous sommes encore une fois rendus à Tunis dans le cadre du Forum Social mondial (FSM) pour échanger avec des jeunes venus des quatre coins du monde sur les alternatives politiques, pour donner de la consistance à cet autre monde que, si nous ne doutons pas qu'il soit possible, nous allons bientôt désespérer le voir venir. Comme cela a été le cas, lors d'autres missions de ProJeuneS à l'étranger, notre magazine Pro J fait largement état de la présence de notre délégation au FSM.

À l'heure de boucler cette édition, il nous revient que c'est la Turquie qui est aujourd'hui en proie à l'effervescence de la révolte populaire. Il est encore trop tôt pour analyser les causes et les conséquences de ce mouvement de contestation à la politique autoritariste du Premier Ministre religieux-conservateur Recep Erdogan, mais il pourrait bien contredire les pessimistes qui ont vu dans les printemps arabes, l'amorce inéluctable d'un hiver islamiste.

En Belgique, les nouvelles ne sont pas très bonnes pour la gauche. Les assemblées parlementaires de tous les niveaux de pouvoir sont en train de ratifier les unes après les autres le funeste TSCG, soit par conviction idéologique, soit par « loyauté » à sa majorité politique. L'austérité se voit davantage consolidée. Par ailleurs, la Ministre Milquet a fait passer en force son projet relatif aux Sanctions Administratives Communales qui constituent une nouvelle entaille dans la séparation des pouvoirs et stigmatisent les jeunes. Sous les feux de la critique, la Ministre de l'Intérieur s'en est prise aux organisations de jeunesse, qui, selon elle, n'avaient pas lu le projet, en les accusant de stigmatiser les jeunes. Évidemment, de telles considérations ne méritent même pas qu'on s'y attarde mais il nous faut déplorer qu'une nouvelle fois que l'*émocratie* ait pris le pas sur la démocratie.

En ce qui nous concerne, nous continuons à susciter la réflexion des jeunes sur les enjeux de société au moyen différents supports et notamment notre magazine.

Nous vous souhaitons une bonne lecture.

**Carlos Crespo**  
Secrétaire général  
**Guéric Bosmans**  
Président  
06.2013



## Est-il encore nécessaire d'entrer dans la vie ?

CEPPECS

CePPecs  
Collège Européen de Philosophie Politique  
de l'Éducation, de la Culture et de la  
Subjectivité

ceppecs.eu



On ne parle plus d'entrer dans la vie aujourd'hui car la vie a perdu toute finalité extra-individuelle.

Jusqu'il y a peu, la finalité de la vie était extérieure à elle-même : elle consistait à prendre en charge l'unité et le lien de société, sa perpétuation et sa reproduction, tant au niveau biologique que culturel. La phase inaugurale de l'existence avait pour fonction de préparer le nouveau venu à la relève générationnelle de ce rôle collectif, un rôle qui lui était confié au terme d'une initiation, c'est-à-dire d'une reconnaissance par l'ensemble de la société de sa capacité à le tenir. La maturité, l'état adulte comme la parentalité se définissaient en fonction de cette finalité collective qui leur conférait un statut, des droits et des prérogatives. En ce sens, les liens de parenté et d'âge constituaient des liens sociaux dans les sociétés dites « traditionnelles ». Au contraire, dans nos sociétés modernes, c'est l'État et le lien politique qui garantissent l'unité collective, nous libérant de la responsabilité de l'entretenir et par là même de la finalité à laquelle nos existences individuelles étaient subordonnées. Dans ce cadre, l'exigence de maturité s'efface. La famille comme la procréation deviennent des affaires purement privées. L'âge adulte ne confère plus aucun statut particulier<sup>1</sup>.

L'entrée dans la vie ne concerne plus la collectivité mais est censée relever de l'autodétermination de chaque être.

L'avancée en âge était socialement sanctionnée et ritualisée. Elle était encadrée par des événements qui avaient une fonction initiatique, une dimension cérémonielle et publique. Ils l'ont perdue. Certains, comme le service militaire, ont même disparu. L'initiation sexuelle, le premier amour, l'acquisition de la première moto/voiture ou d'un patrimoine, la cohabitation mariée ou non, l'enfantement, l'obtention d'un diplôme ou d'un premier emploi conservent de l'importance pour l'individu mais en tant que faits privés. Ce ne sont plus des marqueurs sociaux, des épreuves risquées et probantes qui signalent un changement de statut. L'idée d'un seuil à franchir, sanctionnant la sortie d'un âge pour l'entrée dans un autre, au sein d'un continuum irréversible ponctué d'étapes disparaît au profit de celle de transition et de

1| Marcel Gauchet, *La redéfinition des âges de la vie* in *Le Débat*, 132, novembre-décembre 2004

trajectoires réversibles et discontinues. On n'entre plus dans un état stable et achevé ou dans un circuit tracé à l'avance.

La vie individuelle perd toute finalité extrinsèque dans la mesure où la finalité de la vie comme l'avenir deviennent indéfinissables en termes de contenu, *infigurables*. À cela, différentes causes qui se déploient à partir des années 1970 : l'allongement de la vie qui en éloigne le terme, l'accélération du changement social, l'accroissement de la mobilité sociale qui libère les aspirations d'une détermination directe par l'origine, la génération précédente ou la tradition, la disparition des utopies révolutionnaires et progressistes, enfin la crise de l'État-providence comme moyen de maîtrise collective et de projection dans l'avenir.

La vie individuelle est devenue à elle-même sa propre finalité. S'identifiant à l'individualité, la vie débute dès la naissance et s'achève à sa mort. Porté par une nouvelle vague d'individualisation, l'individu et ses aspirations sont venus occuper le vide créé par l'éclipse de ses anciennes finalités collectives. Les perspectives existentielles se sont individualisées. Vivre, mûrir, devenir adulte, se sont redéfinis en fonction de l'individu comme un devenir soi, une construction, une autodétermination.

La phase inaugurale de l'existence a pris dans un tel cadre un nouveau sens qui cesse d'en faire une entrée dans quelque chose.

Si la vie consiste à devenir soi, le début de celle-ci ne peut plus consister à se préparer ou s'initier à quelque chose d'extérieur à soi dans lequel on aurait à entrer ou s'engager, comme une carrière, un état ou un mode de vie. Désormais, mûrir ou devenir adulte, c'est accumuler un maximum de ressources et de moyens pour se construire et se réaliser. Cela débute dès sa naissance et se poursuit le plus longtemps possible, jusqu'à sa mort ou lorsque s'entame son déclin, après le troisième âge.

### La thèse de Lapassade

Cette conception nouvelle d'une vie radicalement individualisée et qui ne suppose plus d'entrer dans quoi que ce soit d'extérieur à elle puisqu'elle n'a plus de finalité extrinsèque, on en trouve la première formulation théorique il y a un demi-siècle dans la thèse de Georges Lapassade qu'il publie en 1963 sous l'intitulé « L'entrée dans la vie. Essai sur l'inachèvement de l'homme »<sup>2</sup>.

À l'époque où Lapassade écrit, la vie a une finalité claire, un âge-étalon ou pivot sur lequel elle se centre et auquel la jeunesse doit préparer : l'âge adulte ou de la maturité,

2| Elle a été rééditée en 1997 par Economica.

identifié au travail ou au foyer selon le sexe, à la stabilité et l’engagement à long terme. Pour les hommes, un emploi salarié à temps plein, une carrière. Pour les femmes, l’élevage des enfants et l’entretien de la sphère domestique. Pour tous deux, un logement, un mariage, et les mêmes pendant toute la vie.

Cette conception de la vie est liée à la mise en place de l’État-providence à partir de 1945 qui vise, après les périodes mouvementées qu’ont été la crise du libéralisme de 1880 à 1914 puis la phase totalitaire, à stabiliser les démocraties libérales, à constituer des équilibres en contrôlant l’économie et en instaurant le *Welfare State*<sup>3</sup>.

Or, rapidement, en une quinzaine d’années, ce qui va se faire jour, c’est une croissance qui ne faisait pas partie des objectifs d’origine de l’État-providence au niveau démographique (le Baby-boom), économique (les Trente Glorieuses) ou individuel (l’allongement de la vie, le troisième âge). La société et les individus qui la composent perdent leur caractère stationnaire, emportés par une dynamique interne qui s’accélère. Si l’État-providence ne va pas tarder à redéfinir l’organisation collective en fonction d’un objectif de croissance, c’est sur base du même constat que Lapassade redéfinit la vie individuelle.

Pour redonner à la vie entière la dynamique qui lui est propre, il est nécessaire de lever ce qui lui fait obstacle, la maturité-étalon identifiée à un état stable et achevé dans lequel il faudrait entrer, qui masque le fait que la croissance de l’être humain persiste jusqu’à sa mort. C’est l’ancienne entrée dans la vie qui empêche d’entrer dans la vraie vie synonyme d’inachèvement permanent, de perpétuel devenir soi. Ce faisant, Lapassade ôte à l’existence toute finalité extrinsèque et l’individualise radicalement. Il supprime également toute entrée dans la vie dans la mesure où la vie même « n’est rien d’autre que le processus de donner naissance à soi-même »<sup>4</sup>. D’où l’idée qu’il ne faut jamais rompre avec l’enfance mais aussi que l’adolescence, période de transition par excellence, devient permanente et modèle de l’existence.

Dans ce cadre, Lapassade identifie la révolte des jeunes qu’il observe durant les années 1960 à la remise en cause du mythe adulte et à la promotion d’une vie autonome et en croissance perpétuelle.

3| Marcel Gauchet, *L’avènement de la démocratie, 3. À l’épreuve des totalitarismes (1914-1974)*, Gallimard, 2010

4| Erich Fromm, cité par Georges Lapassade, *L’entrée dans la vie. Essai sur l’inachèvement de l’homme*, Economica, 1997, p. 20

*Paradoxes du statut adolescent*

Cette révolte est liée au statut particulier de la jeunesse à cette époque. Si la jeunesse traditionnelle était intégrée au monde adulte tout en lui étant subordonnée, la jeunesse adolescente, qui se généralise à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, en lien avec le développement de l’enseignement secondaire, vit une subordination et une dépendance inédites dans la mesure où celle-ci ne s’accompagne d’aucune intégration, reconnaissance sociale ou identité en compensation<sup>5</sup>. Son statut se rapproche de celui de l’enfance. Toute une série de comportements qui lui étaient autorisés lui sont désormais interdits (alcool, sexualité, etc.) C’est une phase de marginalisation, de *no man’s land*.

C’est cette subordination inédite que remet en cause Lapassade et dont il souhaite émanciper la jeunesse au nom d’une conception dynamique de la vie. Or il se fait que c’est précisément parce qu’elle incarne le changement social, un avenir supposé autonome du présent comme du passé ou du monde adulte, que la jeunesse adolescente fait l’objet d’une valorisation nouvelle et, à ce titre, d’une dépendance nouvelle. Autrement dit, statut adolescent et conception dynamique de la vie sont liés, l’un étant la condition de production de l’autre.

Le statut adolescent de la jeunesse correspond à la nécessité pour la collectivité de s’en saisir afin d’en faire un agent du changement, un acteur social d’un nouveau type puisque ne reconduisant pas la tradition. Cela suppose une nouvelle éducation. L’instruction ne suffit plus. Il faut préparer le nouveau venu aux rapports et aux rôles sociaux via les savoirs scolaires. Cela se traduit par une subordination et une dépendance inédites au monde déjà là qu’il va s’agir de transformer.

C’est au regard de cette valeur d’avenir qu’elle incarne que la jeunesse est dotée d’un nouveau statut infantilisant mais aussi qu’elle souhaite s’en émanciper. La tension et les frustrations nouvelles dont témoigne la jeunesse adolescente sont liées à la combinaison paradoxale de ce statut dévalorisant et de la valorisation

5| Je m’appuie ici sur Jacques Goguen, *Ascension et déclin des mouvements de jeunes* in Le Débat, 132, novembre-décembre 2004

dont elle fait l’objet, et non à une psychologie propre à cet âge.

Combinaison qui nourrit tout autant, au travers de « formations compensatoires », les mouvements juvéniles autonomes, que du génie adolescent, une dynamique de révolte de la jeunesse contre son statut infantilisant qui est en même temps une dynamique de changement social dans la mesure où la jeunesse vise à conquérir le pouvoir d’avenir qui lui est délégué. C’est au sein de cette dynamique qui se massifie dans les années 1960 que s’inscrit la thèse de Lapassade. Derrière l’émancipation du monde adulte auquel elle est subordonnée, la jeunesse porte une volonté de l’ensemble de la société de s’émanciper du monde ancien et de promouvoir un monde nouveau. À l’époque, les jeunes se font les chantres au travers de leur culture propre d’un changement de la société tout entière, d’une nouvelle conception de la vie, d’une sortie de la tradition, d’une remise en cause de l’organisation collective, d’une promotion de l’avenir et de l’individualité.

*Une nouvelle jeunesse*

À partir des années 1970, le statut adolescent disparaît, engageant une redéfinition des contours de la jeunesse et de ce qui la suit, un brouillage des catégories dans lequel nous nous trouvons encore aujourd’hui et qui se manifeste par une pluralité de néologismes : « adonaissant » (de Singly), « post-adolescent » (Béjin), « adulescent » (Anatrella), jeune adulte (Galland). Au travers de ces différentes notions, on peut néanmoins tenter de dégager un nouveau modèle qui émerge, paradoxal à plus d’un titre.

Les jeunes n’ont plus à se préparer à un rôle adulte auquel ils seraient subordonnés. Ils ont acquis un nouveau statut semi-adulte qui leur confère les signes d’une maturité précoce. Quittant la marginalité, la jeunesse bénéficie désormais d’une reconnaissance et d’une identité pleine et entière. Les jeunes sont considérés comme des participants effectifs à la production de la société. Ils deviennent des individus, jouissant d’une liberté et d’une autonomie nouvelle, plus large et plus précoce

qu’auparavant<sup>6</sup>. On les responsabilise de plus en plus tôt. Leur intégration sociale nouvelle se traduit par une acquisition rapide des codes de la vie sociale, de capacités stratégiques, d’observation, de compréhension et d’adaptation rapide à celle-ci. Ils s’apaisent également dans la mesure où la source de leurs frustrations et de leur révolte disparaît. L’émancipation est conquise. Le combat de Lapassade semble gagné.

Mais en perdant son statut adolescent, la jeunesse perd aussi ce qui l’articulait au changement social. L’éducation vise désormais à lui permettre d’advenir à elle-même, non plus d’en faire un agent du changement. Elle la dissocie d’un collectif qu’elle n’est d’ailleurs plus pressée de prendre en charge, dans lequel elle n’a guère envie d’entrer. D’une jeunesse en révolte, pressée de se saisir du monde adulte auquel elle était subordonnée pour le transformer, on passe à une jeunesse en sécession d’un monde à l’écart duquel elle est élevée.

Sa croissance s’individualise radicalement tandis qu’elle stagne socialement. La jeunesse a cessé d’être une phase de maturation sociale. Elle « ne s’accompagne plus dans les sociétés occidentales d’une progression de l’expérience utile et reconnue, d’un accroissement des capacités vérifié par quelque responsabilité »<sup>7</sup>. Son passage à l’âge adulte ne se traduit plus par l’acquisition d’un nouveau statut.

Aussi, sa maturité précoce compose avec une immaturité prolongée. La jeunesse se rapproche de l’enfance en restant confinée à l’écart du monde adulte et du travail, protégée dans sa différence, dépendante de ce monde dont elle est préservée, focalisée sur son advenue à elle-même, nouvel objectif d’une éducation de plus en plus longue<sup>8</sup>.

Une fois les études achevées, s’ouvre une longue période d’entrée progressive dans le monde par adaptation et expérimentation, un processus qui peut inclure des transmissions mais choisies, composées à partir de soi. C’est une phase d’autoconstruction qui se fait par essais et erreurs, tâtonnements, et plus un héritage ou une identification à des rôles assignés. Cela prend du temps, cette phase est longue, une dizaine d’années couramment. La mise en couple comme au travail sont à l’essai, toujours révocables. Du coup, les situations

6| Je ne m’étends pas sur ce point que j’ai développé dans *Les ambiguïtés de la condition contemporaine des jeunes* in Pro J 02, juin-août 2012

7| Paul Yonnet, *Jeux, modes et masses*, Gallimard, 1985, p. 180

8| Je renvoie à nouveau le lecteur à mon article intitulé *Les ambiguïtés de la condition contemporaine des jeunes* in Pro J 02, juin-août 2012



familiales et professionnelles se stabilisent plus tard, généralement pas avant 30 ans.

Apparaît la figure nouvelle du jeune (ou de l’immaturité) adulte, au statut proche de l’adulte mais ne sacrifiant rien à sa jeunesse. Dans la mesure où rester jeune, c’est conserver la liberté de se construire, l’entrée dans la vie se fait en quelque sorte à reculons, focalisé sur les marges de manœuvre que l’on conserve, résigné quant aux déterminations, limitations et engagements qui finissent bien par s’imposer. En ce sens, la nouvelle jeunesse n’est guère pressée de mûrir. D’autant que l’âge adulte a perdu son caractère de nécessité et son attrait dans la mesure où la charge collective à laquelle il était associé s’est effacée. Du même coup, il a cessé de s’identifier à une maturité. Devenir adulte, ce n’est plus entrer dans un état stable et achevé. La croissance se poursuit bien au-delà de 50 ans. La vieillesse comme déclin a reculé. Dans une certaine mesure, la vie est devenue une perpétuelle entrée dans la vie.

*Un nouvel individu*

Cette dissociation de l’individuel et du collectif ne concerne pas que la jeunesse. Elle est liée à l’émergence d’un nouvel individu.

10



C’est dans un contexte de crise des solutions collectives, qui avaient prédominé durant la phase totalitaire puis l’État-providence, que va émerger, durant les années 1980, un nouvel individualisme et une nouvelle socialisation dissociant l’individuel du collectif en lien avec une nouvelle politique basée sur les droits de l’homme<sup>9</sup>.

Cette consécration du droit de l’individu transforme la condition individuelle et produit un nouvel individu hautement paradoxal dans la mesure où il se considère comme antérieur et extérieur au lien de société mais ne doute pas le moins du monde de son appartenance<sup>10</sup>. Ce nouvel individu est le produit de sa société entre autres via l’éducation, l’État, la société de consommation, la société de l’information, etc. Mais il se conduit comme s’il restait extérieur au milieu de sa socialisation.

S’il peut vivre dans une telle ignorance, c’est d’une part parce que l’unité de la société ne dépend plus de son concours. Sa production est passée du côté du politique, comme nous l’avons vu en introduction de ce texte. C’est ce nouveau mode de cohésion collective ainsi que cette socialisation sans précédent dont il fait l’objet qui

9| Marcel Gauchet, *Quand les droits de l’homme deviennent une politique* in La démocratie contre elle-même, Gallimard, 2002

10| Marcel Gauchet, *Essai de psychologie contemporaine I* in La démocratie contre elle-même, Gallimard, 2002

permettent à l’individu de ne plus se consacrer qu’à devenir lui-même, à jouir d’une existence véritablement intime et personnelle.

D’autre part, c’est parce qu’il fait l’objet d’une socialisation d’un type nouveau dans la mesure où elle ne vise plus à produire un être pour la société, qui se détache de lui-même pour parler et agir au nom de tous, mais en mesure de s’y adapter, c’est-à-dire de coexister avec d’autres êtres préoccupés comme lui par la reconnaissance de leur singularité.

Dans ces conditions, la question de l’entrée dans la vie se repose à nouveau mais dans des termes très différents de ceux de Lapassade.

Les nouvelles conditions faites à la jeunesse, associant autonomie à l’abri du monde, individualisation radicale et dépendance, ne favorisent pas l’accès à l’indépendance personnelle et à l’autodétermination qui en est pourtant l’enjeu principal. Elles compliquent le processus d’individuation psychique, l’accès à la personne qui confère la capacité d’usage social de soi<sup>11</sup>. L’autonomisation dans la différence ne facilite pas le passage dans l’ordre du même, le fait de se sentir comme un parmi d’autres. Or sans elle, difficile de prendre ses distances et d’assumer sa différence en société.

Mais aussi de s’insérer socialement et professionnellement. L’entrée dans la vie est d’autant plus difficile qu’on y est abandonné en terre inconnue. Si la famille reste un refuge protecteur, au dehors, les jeunes doivent se débrouiller seuls au sein d’un monde auquel ils n’ont pas été préparés et dont les conditions d’entrée se sont durcies (examens d’entrée, numerus clausus, expérience exigée, stages non rémunérés). Qui plus est, ils doivent créer leur place car ils n’y sont pas attendus. Chacun est confronté à ses propres difficultés, sans aucun discours social d’accompagnement ni aucune culture qui donnerait sens à ce que l’on vit puisque l’entrée dans la vie est censée être un processus purement individuel.

**Martin Dekeyser**  
**05.2013**

11| Jean-Claude Quentel, *L’adolescence aux marges du social*, Yapaka: [yapaka.be/files/publication/TA\\_49\\_Ladolescence\\_aux\\_marges\\_du\\_social\\_internet.pdf](http://yapaka.be/files/publication/TA_49_Ladolescence_aux_marges_du_social_internet.pdf)



11





## ProJeuneS au Forum Social Mondial de Tunis 2013



Du 26 au 30 mars 2013, le Forum Social Mondial a eu lieu à Tunis, et ce, pour la première fois en Afrique, au Maghreb.

ProJeuneS se devait d'y être présent, tant comme association de jeunesse progressiste développant à nouveau des projets internationaux (Espagne, Grèce, Tunisie...), depuis près de deux ans, que comme partenaire ponctuel de diverses associations (notamment syndicales) tunisiennes et à la suite de plusieurs projets réalisés à Tunis, depuis octobre 2011.

Au-delà du grand phénomène médiatique et politique que représente le FSM depuis Porto Alegre, en 2001, ProJeuneS entendait rencontrer des jeunes de divers pays, dont la Tunisie, afin de mieux connaître leurs activités associatives, les réussites et difficultés qu'ils rencontrent, et, par-là, d'envisager peut-être de nouveaux projets internationaux vers d'autres pays que ceux déjà cités plus haut, notamment en Amérique latine et plus largement au Maghreb.

Les activités de ProJeuneS dans ce cadre devaient donc être de trois ordres :

- ➔ réalisation d'un atelier (« Jeunes démocratie ») au sein même du FSM, afin de faire connaître l'association au public présent ;
- ➔ réalisation d'interviews filmées et mise en ligne de capsules vidéo sur YouTube ;
- ➔ animation d'un blog en temps réel, destiné ultérieurement à garder la trace (photos, sons, textes) de ses rencontres.

Eu égard aux aléas du voyage, à la brièveté des journées de 24 heures, aux impondérables techniques (connexion Internet) et à l'énorme masse de participants au Forum, ces trois objectifs ont certes tous été réalisés, mais avec des fortunes diverses.

### Atelier

L'atelier a permis de rencontrer une dizaine de personnes, issues d'Europe (Espagne, France) comme du Maghreb (Tunisie, Maroc), lesquelles se sont montrées très intéressées par la structure fédérative de ProJeuneS, et par les activités très diversifiées de ses membres - lesquels leur ont été présentés via les capsules vidéo que nous avons réalisées

pour chacune de nos OJ. De même, beaucoup se sont montrés intéressés par la revue Pro J et la qualité de sa réalisation. La plupart des intervenants ont souhaité garder contact avec nous, en nous laissant leurs coordonnées, tant en vue de nous suivre via notre site Web qu'en recevant désormais la revue Pro J par la poste, tous les trois mois.

Le présent numéro de Pro J sera donc le premier à assurer un contact régulier avec ces nouveaux contacts internationaux<sup>1</sup>, notamment au Maroc, dont un des participants, membre du *Mouvement du 20 février*<sup>2</sup>, était issu.

### Vidéos

Deux vidéos ont été réalisées et mises en ligne, à partir de diverses interviews et rencontres faites au FSM, la première brossant un panorama assez large du Forum lui-même, de ses participants et de la manifestation pour la Palestine qui devait clôturer cet événement, en plein centre de Tunis<sup>3</sup> (notre couverture) ; la seconde s'arrêtant plus spécifiquement sur le Collectif *Street Poetry*, qui propose et développe, à partir de Tunis, dans toute la Tunisie, un slam en arabe dialectal tunisien<sup>4</sup>. Ce collectif pourrait à l'avenir faire l'objet d'un futur projet particulier, en partenariat avec ProJeuneS, mais cette fois en Belgique.

### Blog

Sur les quelques jours de notre présence à Tunis, le blog n'a pas pu remplir exactement l'office que nous lui avons imaginé (faire un compte rendu journalier de nos activités), notamment à cause de connexions Internet de mauvaise qualité ou absentes, mais dès notre retour, il s'est nourri d'images, des vidéos que nous avons postées sur YouTube, et de sons reflétant tant nos rencontres que l'ambiance du Forum et de Tunis elle-même. Ces divers éléments sont évidemment amenés à rester accessibles, puisque le blog (comme tous nos blogs précédents) reste en lien via notre site Web<sup>5</sup> (voir l'adresse du blog, page précédente).

Alain Detilleux  
Nicolas Fernandez

1| N.B. : Diverses intervenantes tunisiennes ont déjà écrit dans nos pages (Pro J 01, 03), et ce dès la revue Résolument Jeunes 37. Pour les numéros épuisés, voir nos archives complètes sur notre site Web : [projeunes.be/03\\_revue\\_archi.php](http://projeunes.be/03_revue_archi.php)

2| Voir : [fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement\\_du\\_20\\_f%C3%A9vrier](http://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement_du_20_f%C3%A9vrier)

3| ProJeuneS au FSM - Tunis 2013: [youtube.com/watch?v=yNfxIYDNHmU](https://www.youtube.com/watch?v=yNfxIYDNHmU)

4| ProJeuneS au FSM - Street Poetry: [youtube.com/watch?v=B6H6tzVTfaY](https://www.youtube.com/watch?v=B6H6tzVTfaY)

5| [projeunes.be/02\\_activites5\\_blogs.php](http://projeunes.be/02_activites5_blogs.php)







☆ Aujourd'hui/Today ☆  
 MARXISME x Revolution Arabe  
 15.00-15.30  
 ZONE B - SALLE M  
 ✂ ✂ ✂









C'est à la fin du mois de mars que s'est tenu le Forum Social Mondial (FSM) 2013, dans la ville de Tunis. La première édition s'était tenue en 2001 à Porto Alegre, au Brésil, et se voulait une réponse au Forum économique mondial de Davos. Si les puissants se réunissaient à Davos pour imposer aux peuples la doctrine TINA<sup>1</sup> (*There is no alternative*), les altermondialistes étaient quant à eux convaincus qu'« un autre monde est possible ».

Depuis, d'autres pays ont accueilli à intervalles réguliers les éditions ultérieures du FSM jusqu'à cette édition de 2013 en Tunisie, berceau du processus révolutionnaire du printemps arabe.

ProJeuneS a participé à cette dernière édition, représenté par Guéric Bosmans (Président), Alain Detilleux (Infographiste et rédacteur en chef de la revue que vous tenez entre les mains) et Nicolas Fernandez (coordinateur de projets). D'une manière générale, la délégation belge était particulièrement bien représentée avec plusieurs dizaines de militants d'horizons variés, dont de nombreux représentants de la FGTB et de la CSC, mais également d'organisations de jeunesse.

Après un périple particulièrement mouvementé pour arriver à destination, nous avons assuré l'animation d'un atelier consacré au « rôle des organisations de jeunesse dans la construction de la démocratie ». Après une présentation des missions et des activités de ProJeuneS, centrée autour du concept de CRACS (citoyens responsables, actifs, critiques et solidaires), les participants à l'atelier ont pu échanger autour de leurs expériences respectives.

Échange particulièrement enrichissant, vu que les intervenants étaient présents à Tunis pour des raisons différentes et en provenance des quatre coins du globe. Il s'agit là d'une des richesses du FSM: la présence de personnes issues d'horizons extrêmement divers. C'est un lieu où se retrouvent des militants issus d'un impressionnant patchwork d'organisations du monde entier et avec des préoccupations parfois hétéroclites. Au détour des stands et ateliers, on peut ainsi croiser des organisations syndicales, des associations écologistes, des militants de mouvements de libération nationale, des migrants en lutte pour leurs droits...

Ce qui au premier abord peut apparaître comme un assemblage artificiel révèle au final un grand intérêt pour le militant curieux s'il est disposé à remettre en cause ses certitudes et prêt à accepter que le FSM n'ait pas vocation

à jouer le rôle des internationales, politiques ou syndicales par exemple. L'objectif ne doit pas être d'aboutir à tout prix un programme politique cohérent couvrant l'ensemble des enjeux, mais bien de permettre aux militants présents de se rencontrer, d'échanger et de s'enrichir mutuellement. Ce qui n'empêche pas pour autant la dimension collective et internationale des luttes d'être mise en évidence.

La clôture du Forum donne traditionnellement lieu à des « assemblées de convergences », qui consistent, comme leur nom l'indique, à mettre en évidence, dans une « déclaration de convergence », les points d'accord entre les participants. En plus de la traditionnelle « assemblée des mouvements sociaux », des assemblées de convergences se sont tenues sur des thèmes plus précis tels que la Palestine, le droit à la communication, la justice fiscale... Il est à espérer que ces déclarations donneront lieu à la construction de rapports de forces favorables aux niveaux national et international.

Nous avons également profité de notre présence sur place pour réaliser une série d'interviews et de captations vidéo en marge du FSM. Vous pourrez les retrouver sur le blog que nous avons mis en ligne pour cette occasion<sup>2</sup>, ainsi que sur YouTube (voir notre article précédent).

La tenue du FSM au sein de la ville qui fut au cœur des soulèvements du printemps arabe revêtait bien entendu un intérêt particulier. Le choix du lieu n'était bien entendu pas le fruit du hasard mais bien d'une volonté de faire preuve de solidarité à l'égard des processus révolutionnaires en cours dans la région.

Pour ProJeuneS, cet aspect était particulièrement important. Nous avons en effet témoigné dès le début de notre intérêt et de notre solidarité à l'égard des peuples en lutte pour la démocratie dans le nord de l'Afrique, notamment par le biais d'une mission de solidarité<sup>3</sup> sur place en octobre 2011, suite à laquelle nous continuons à entretenir des contacts soutenus avec la jeunesse tunisienne en lutte.

Notre présence à Tunis fut donc également l'occasion de rencontrer nos camarades sur place et de créer de nouveaux contacts. Nous

1| « Ce slogan signifie que le marché, le capitalisme et la mondialisation sont des phénomènes nécessaires et bénéfiques et que tout régime qui prend une autre voie court à l'échec. » [fr.wikipedia.org/wiki/There\\_is\\_no\\_alternative](http://fr.wikipedia.org/wiki/There_is_no_alternative)

2| [projeunesfsm2013.wordpress.com](http://projeunesfsm2013.wordpress.com)

3| [reso-j-tunisie.blogspot.be](http://reso-j-tunisie.blogspot.be)



avons en effet été frappés par la curiosité envers le Forum et ses participants. On ressent fortement que la Tunisie est en train de construire une nouvelle société et que les acteurs de cette transformation sont à la recherche d'aide et de conseils. Il importe donc, pour les militants progressistes des « pays du Nord », d'apporter aux révolutionnaires démocrates des pays arabes tout ce qu'il est possible sans pour autant tomber dans une attitude paternaliste.

Que retenir de ce FSM 2013 et plus particulièrement de la participation de ProJeuneS?

Il me semble que le bilan est globalement positif. Au niveau organisationnel, le Forum Social Mondial est un événement énorme qui demande une logistique impressionnante. C'est tout un campus universitaire qui a été monopolisé pour l'occasion afin de permettre la tenue de plusieurs centaines d'ateliers auxquels ont participé près de mille organisations différentes. L'événement fut également « encadré » par deux importantes manifestations. La marche d'ouverture la veille du début du Forum et une grande manifestation pour les droits du peuple palestinien le jour de sa clôture. Plutôt que de rester calfeutrés dans les ateliers et les chambres d'hôtels, les participants ont investi la ville, se mêlant aux Tunisois et portant le débat sur la place publique: concerts, discussions entre militants, manifestations spontanées, etc. Néanmoins, ne nous faisons pas d'illusions, une fois cette effervescence liée au FSM passée, le quotidien a repris ses droits. Et même pendant la durée du Forum, on pouvait sentir une atmosphère pesante: les barbelés sont bien présents au milieu de l'avenue Bourguiba, où se sont tenues les manifestations qui menèrent à la chute du régime de Ben Ali; sur cette même avenue, les heures précédant la manifestation pour les droits du peuple palestinien, la police patrouille plus qu'ostensiblement; devant l'ambassade de France, les véhicules blindés sont bien présents...

Au niveau politique, le Forum social mondial, en ouvrant un espace de débat et de discussion mais également en permettant la mise en place de luttes concrètes et solidaires, continue clairement de jouer un rôle essentiel dans la construction d'une alternative au système et à la pensée dominantes.

Pour ProJeuneS, ce fut l'occasion d'approfondir et de consolider nos échanges avec la jeunesse tunisienne et d'initier d'autres projets avec le monde hispanophone. Nous continuons donc de renforcer notre travail de solidarité internationale, dans la lignée des initiatives précédentes en Espagne et en Grèce.

**Guéric Bosmans**  
**05.2013**





Place aux Jeunes

[placeauxjeunes.wordpress.com](http://placeauxjeunes.wordpress.com)

13.03.13: Place aux Jeunes, à Charleroi

Le 13 mars dernier, à l'initiative de ProJeuneS, se tenait la première rencontre interfédérations du secteur jeunesse, en Fédération Wallonie-Bruxelles: *Place aux Jeunes*.

Cet événement, organisé à Charleroi<sup>1</sup> dans une volonté de sortir du cadre convenu de la Région de Bruxelles-Capitale, a ainsi mobilisé une vingtaine d'Organisations de jeunesse, issues de quatre fédérations francophones (ProJeuneS, COJ, Relie-F, CJC), ainsi que deux des trois OJ non-fédérées (Jeunesse et Droit, CNAPD).

*Place aux Jeunes* visait à donner une occasion aux associations et aux fédérations de jeunesse de se rencontrer et de faire mieux connaissance, tout en allant ensemble à la rencontre des jeunes, par l'animation de stands, la distribution d'informations, mais aussi par des débats thématiques et deux concerts.

Malgré les difficultés liées à l'impact de toute communication sur un public large, les jeunes ne furent pas en reste, puisque de futurs enseignants ont se sont joints à la journée, tant au niveau de la rencontre avec les Organisations de jeunesse que dans la participation active aux deux débats de la matinée.

Au-delà de l'événement ponctuel, *Place aux jeunes* a aussi été l'occasion de la parution d'un *Annuaire 2013 des Organisations de Jeunesse et des Fédérations francophones*, qui reprend, de manière exhaustive, les coordonnées des OJ et des Fédérations de Jeunesse, par ordre alphabétique, mais aussi par secteur d'activités.



<sup>1</sup> Dans la salle de Charleroi-Danses, dont nous remercions au passage le personnel pour l'aide technique qu'ils nous ont apportée.

Il faut noter que ce petit fascicule reste disponible auprès des Fédérations de Jeunesse et, bien évidemment, auprès de ProJeuneS, gratuitement et sur simple demande.\* Cet annuaire sera désormais mis à jour annuellement.

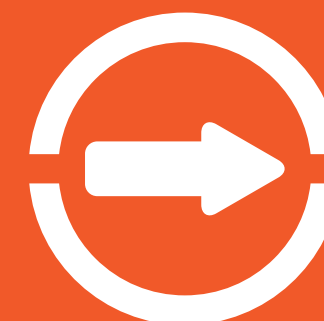
Soutenue par la ministre de la Jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Évelyne Huytebroeck (qui est venue sur place faire part de ses encouragements et de ses félicitations en se prononçant d'emblée en faveur d'une seconde édition), cette première de *Place aux Jeunes* a été globalement ressentie comme une réussite, par les divers partenaires et participants, malgré les petits aléas propres à tout essuyage de plâtres. Enfin, le bourgmestre de Charleroi, Paul Magnette, a également tenu à marquer l'événement de sa présence.

D'une manière générale donc, tous les partenaires ont marqué leur intérêt à la mise sur pied d'une seconde édition, voire à une pérennisation de l'événement, ministre en tête. Suite, donc, au prochain épisode.

\* Pour obtenir gratuitement l'*Annuaire 2013 des Organisations de Jeunesse et des Fédérations francophones*, vous pouvez nous contacter ou passer à:

ProJeuneS asbl  
boulevard de l'Empereur 15/3 - 1000 Bruxelles  
02 513 99 62  
[info@projeunes.be](mailto:info@projeunes.be)  
[projeunes.be](http://projeunes.be)

Revoyez le teaser de l'événement sur YouTube:  
<https://www.youtube.com/watch?v=-2WuGM2hcjI>











Formactif

formactif.be

**Pratiques professionnelles d'animation et d'accompagnement dans le secteur de la jeunesse, avec l'analyse systémique**



Formation gratuite pour les travailleurs du secteur de la jeunesse.

*Les Expériences systémiques*

La systémique est une approche transdisciplinaire permettant de mieux comprendre et de mieux décrire comment s'organise la complexité.

Dans ce module de trois journées nous nous proposons de vous initier à l'approche systémique de manière active et pratique :

- ➔ porter une lecture originale sur les différents systèmes au sein desquels nous agissons (familles, groupes, équipes, organisations...) et pour faire émerger les conditions du changement ;
- ➔ expérimenter « en laboratoire » des options stratégiques nouvelles et des outils créatifs (les sculpturations, les blasons, les génogrammes...);
- ➔ reconnaître et valoriser les ressources présentes au sein de ces systèmes.

Autant d'aspects que nous aborderons pour mieux comprendre et agir avec les systèmes, avec pragmatisme et une pertinence accrue.

Contenus théoriques :

- ➔ modélisation de « l'entretien systémique » ;
- ➔ approfondissement des concepts de base : « l'affiliation », « topographie du système », « programmes officiels », « croyances profondes », « règles implicites », « les niveaux de Bateson », « les positions perceptuelles », « la partialité multidirectionnelle », « la résonance », « la résilience », « la réciprocité transformatrice », « les cinémas intérieurs », « l'hypothétisation systémique », « l'actualisation systémique » ;
- ➔ découverte et appropriation des outils...

*Date et lieu*

Espace 125  
rue Rodenbach 125  
1190 Bruxelles

Du 3 au 5 septembre 2013  
de 9h30 à 16h30  
+ un suivi via Internet et une demi-journée de feedback.

*Coût*

Accès gratuit, mais une caution de 25 € sera demandée. Elle valide l'inscription et sera rendue en fin de formation à condition que le participant soit présent à l'entièreté de la formation.

Cette formation est organisée avec le concours du Fonds 4S - CP 329 et avec le soutien de la Communauté française.





## « Changer d'agriculture » : campagne 2013-2014 du CNCD - 11.11.11

C'est cet été, au festival Esperanzah, que le CNCD — 11.11.11 lancera, avec ses partenaires, la campagne 2013-2014, *Changer d'agriculture*.

On ne peut plus permettre au secteur financier de considérer les produits agricoles de base, ainsi que les terres cultivables, comme des valeurs refuges interchangeable avec des produits bancaires plus usuels. Les politiques agricoles néolibérales ont failli. Elles ont accru la pauvreté à travers le monde, fait grossir les bidonvilles des mégapoles au Sud — avec l'exode forcé de familles d'agriculteurs exsangues — et surendetté, au Nord, des agriculteurs enrôlés de force dans un modèle agro-industriel qui les exploite et sur lequel ils n'ont plus de prise.

La campagne 2013-2014 du CNCD — 11.11.11, *Changer d'agriculture*, sensibilisera la population belge à cette réalité et aux initiatives à mettre en place pour ne plus endommager notre patrimoine commun, éviter à l'avenir les crises humanitaires liées à des politiques agricoles mortifères et atteindre le droit à l'alimentation.

Mais comment en est-on arrivé là ?



### Seul modèle agricole pérenne: l'agriculture familiale

Le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire ont déjà fait l'objet d'une campagne CNCD — 11.11.11 en 2006-2007. Plusieurs raisons sont avancées par le CNCD et ses organisations membres pour réitérer, en 2013-2014, cette campagne. C'est qu'en six ans le non-respect de ce droit universel s'est encore aggravé à l'échelle mondiale. En cause, l'apparition, à côté de politiques agricoles néolibérales irresponsables, de nouveaux phénomènes qui nuisent à l'agriculture, notamment et de façon non-exhaustive: l'entrée en force du secteur financier sur les marchés agricoles, qui spéculé désormais sur les produits agricoles — et ses dérivés —, ainsi que sur les terres pour se refaire une santé après la crise de 2008; le changement climatique; la production croissante d'agrocarburants, etc.

La nouvelle campagne du CNCD aura donc pour aspiration de concourir à la transition solidaire d'un modèle agricole de type agro-industriel vers un modèle agro-écologique, durable.

Pour Stephane Desgain, chargé de recherche au département plaidoyer (souveraineté alimentaire) du CNCD — 11.11.11, cette nouvelle campagne devra mettre en évidence que le seul modèle pérenne pour nourrir la planète entière est celui d'une agriculture familiale et durable. Elle vise aussi à faire pression sur le politique pour qu'il prenne des décisions qui soutiennent la transition en leur montrant que celle-ci a déjà commencé dans les champs, les familles, les quartiers...

Des rapports d'experts indépendants s'accumulent, qui sont sans ambiguïtés<sup>1</sup>. Ils ne peuvent plus être ignorés. On est certain que la seule façon de nourrir tout le monde sans impact négatif, c'est un modèle agricole familial, avec des pratiques durables de type agro-écologique, nous dit Stephane Desgain.

Ce changement de modèle agricole, cette transition, vers une agriculture de type agro-écologique et familial est devenu de plus en plus évident depuis les émeutes de la faim de 2007-2008. Il faut tirer un trait sur des

1| Dont le rapport IAASTD (référence en fin d'article)

politiques de libéralisation du commerce agricole et des politiques agricoles passéistes de type agro-industriel. Ces dernières sont catastrophiques pour l'environnement, créent de la pauvreté et... tuent en spéculant sur les denrées alimentaires de première nécessité.

Il y a donc un choix à faire, ou plutôt une prise de conscience à interioriser: l'agriculture de type agro-industriel, c'est au mieux une victoire à la Pyrrhus pour l'humanité, au pire la négation consciente du droit à l'alimentation pour une partie de l'humanité.

### Transition solidaire

Pour changer de modèle agricole et faire droit à l'alimentation, au Nord comme au Sud, il faut du temps. Un moment de transition est nécessaire puisque l'objectif d'un tel changement est de développer l'autonomie et réduire la dépendance à des marchés qu'on ne maîtrise pas, fait remarquer Stephane Desgain.

Pour ce faire, plusieurs mesures sont nécessaires:

- ➔ d'abord, il faut arrêter les pratiques agricoles les plus stupides parce que les plus néfastes: le développement des agrocarburants — puisque tout le monde n'a pas à manger —; la spéculation sur les produits agricoles de base et sur les terres; le gaspillage par hyperstandardisation au Nord ou par manque d'infrastructures de stockage au Sud, etc.;
- ➔ ensuite, il faut soutenir et développer les initiatives déjà commencées par des agriculteurs, des consommateurs et des citoyens, et qui vont dans le sens de l'agriculture et de l'alimentation de demain;
- ➔ enfin, il faut être solidaire tant vis-à-vis du Nord que du Sud. Au Nord, on doit accompagner financièrement les agriculteurs surendettés pour parvenir au changement de modèle agricole escompté. Et au Sud, il faut un investissement financier digne de ce nom dans les politiques agricoles des pays où l'exode rural des agriculteurs vers les bidonvilles des grandes villes est massif.

### Courage politique et citoyenneté

S'il n'y a pas de courage politique pour mettre en œuvre, soutenir et accompagner cette transition solidaire, c'est peine perdue. La situation va s'aggraver, c'est certain. La pauvreté à travers le monde ira grandissant et les sols seront détruits — infertiles — pour des décennies.

Pour Stephane Desgain, il faut que cette réalité « percole » dans l'esprit de tous — citoyens, agriculteurs, consommateurs — afin d'être entendus par les politiques.





La campagne 2013-2014 CNCD — 11.11.11, *Changer d'agriculture*, ira dans ce sens.

*Plus d'infos*

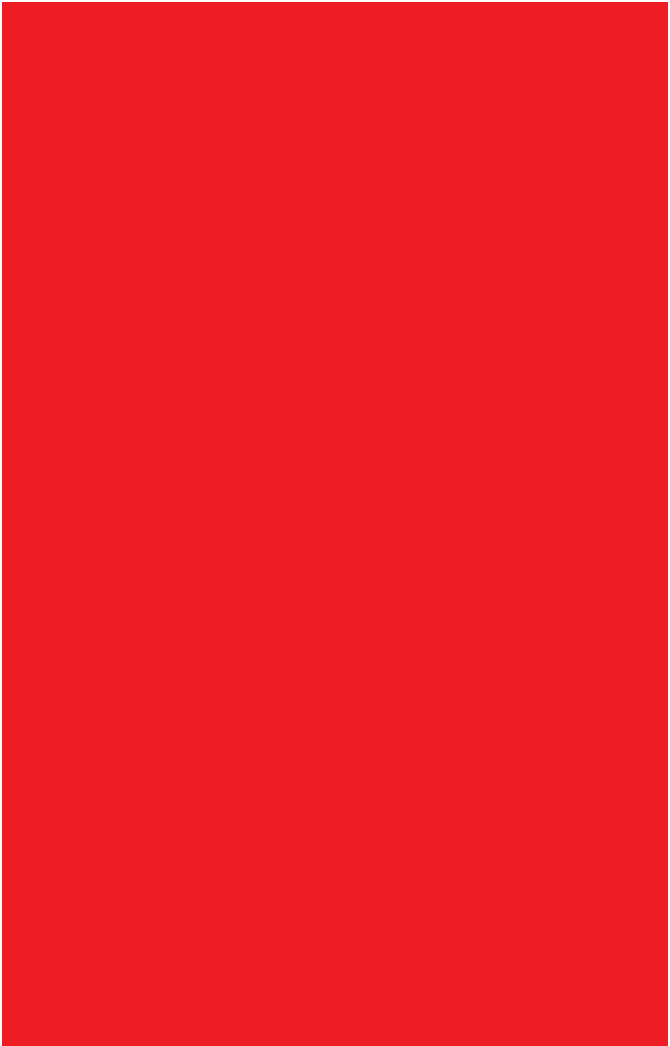
Stephane Desgain: [stephane.desgain@CNCD.be](mailto:stephane.desgain@CNCD.be)

Le Centre national de coopération au développement, ou CNCD — 11.11.11: [cncd.be](http://cncd.be)

« Je mange donc je suis », documentaire sur le droit à l'alimentation: [youtube.com/watch?v=uAC6hvlE8Fs](https://www.youtube.com/watch?v=uAC6hvlE8Fs)

Le rapport IAASTD: [unep.org/dewa/agassessment/eports/IAASTD/EN/Agriculture at Crossroads\\_Global Report English.pdf](http://unep.org/dewa/agassessment/eports/IAASTD/EN/Agriculture_at_Crossroads_Global_Report_English.pdf) (résumé disponible en français)

Savery Plasman  
05.2013





## Entretien avec Gilles Mahieu, secrétaire général du PS

**Pro J: Comment conçois-tu l'articulation entre deux de tes fonctions de nature très différentes que sont le Secrétariat Général du Parti Socialiste et la présidence de l'asbl PAC (Présence et Action Culturelles) ?**

Le fait que j'assume les deux fonctions est lié à une raison historique. À un moment donné, mon prédécesseur, Jean-Paul Baras, a cumulé les deux responsabilités dont on m'a finalement attribué la charge à son départ. Il est intéressant que des liens forts existent, dans le respect de la spécificité des deux parties, entre le PS et le PAC. Tout d'abord pour la circulation d'informations mais aussi pour engranger des réalisations concrètes. Ainsi, en 2008, un partenariat a pu être mené à bien, en se basant sur la perception négative du mot « solidarité » pour faire campagne en insistant sur l'importance de ce concept. On était entre la campagne pour les élections de 2007, où la droite avait plus que jamais martelé sa propagande sur l'assistanat et juste avant le début de la crise actuelle, il était nécessaire de mettre en avant cette valeur fondamentale. Il est cependant important de garantir l'indépendance de la culture. Sans cela elle perd de son intérêt. Le politique doit protéger le travail culturel car il est émancipateur. La culture est un outil de développement. C'est ce qui fait la différence entre les animaux et nous.

**Pro J: Quelle importance accordes-tu au rôle de l'Action Commune ?**

Il est essentiel que tout le monde fasse son boulot mais aussi que chacun connaisse ses intérêts communs. Il faut aller à l'encontre des valeurs dominantes propagées par les anciens et les nouveaux médias. Un combat doit être mené en mettant en commun certaines ressources pour travailler à l'amélioration des conditions de vies des citoyens. Les Mutualités et leurs 3 millions d'affiliés peuvent avoir un impact considérable en la matière notamment pour permettre de toucher un large public. Le PAC, avec son travail de terrain, dans une optique de valorisation de l'éducation permanente pour adultes, peut avoir un apport bénéfique. La participation est une valeur essentielle à promouvoir, pour éviter de voir les citoyens se cantonner à un rôle de consommateur. Les activités culturelles sont une forme d'expression qui amène ensuite une action, ce qui est très porteur.



**Pro J: Peux-tu nous expliquer comment tu perçois l'enjeu de la démocratie culturelle ?**

Les pouvoirs publics doivent absolument mener à bien une politique de promotion de la diversité de l'offre culturelle et d'accessibilité à la culture. Il faut permettre à tout le monde d'être acteur. Le champ d'intervention du politique, pour ce qui est de la défense de la démocratie culturelle, se situe à des niveaux multiples. En ce compris au niveau européen. Je me rappelle des débats sur l'exception culturelle lors du différend qui a opposé l'Europe aux États-Unis. Il a fallu tenir bon pour faire en sorte que, dans les accords portant sur le commerce international, la culture ne soit pas un produit commercial soumis à la concurrence. La convention internationale de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité culturelle pour laquelle il a fallu également se battre offre des garanties. Il est nécessaire de protéger nos créateurs notamment dans le domaine de l'audio-visuel. Aujourd'hui, nous nous mobilisons pour exclure les produits culturels du futur accord de partenariat de commerce et d'investissement entre États-Unis et Union Européenne. La créativité est primordiale à préserver, c'est un signe de vitalité d'une société. Pas question de





soumettre cela à l'arbitraire de la Commission et de voir à terme Oli Rhen, le Commissaire européen à la concurrence, venir dire qu'on ne peut plus donner d'argent aux projets culturels. Au niveau local, il y a aussi un champ d'intervention via notamment les centres culturels. À ce niveau, il est possible de coller aux besoins du terrain.

**Pro J : La culture est-elle élitiste ? Comment vois-tu l'antagonisme entre la culture dite bourgeoise et la contre-culture ?**

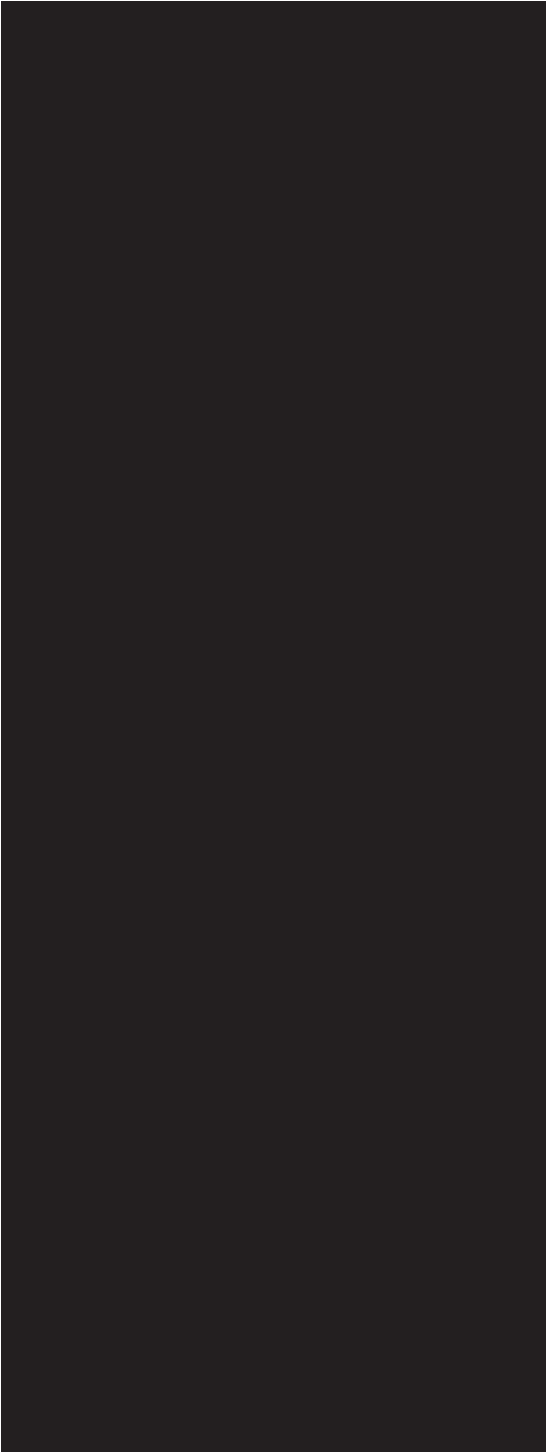
En mai 1968 effectivement, les étudiants dénonçaient la tradition culturelle existante. Cela est normal puisque les cultures émergentes viennent en opposition à ce qui existe. Mais l'opposition se construit sur base de ce qui a déjà été fait. Il y a quelques années dans la maison de jeunes que je fréquentais, les jeunes ne voulaient plus écouter du rock classique (qui avait signifié aussi une rupture au moment de son émergence), mais les *Sex Pistols*. Or, il est clair que le punk, s'il a signifié un renouveau musical, est tout de même de près ou de loin inspiré de courants musicaux existants, en ce compris le rock classique. C'était bien sûr révolutionnaire, mais la rupture n'était pas totale avec la culture musicale préexistante. Idéalement, il faut maintenir les conditions favorables pour que la contre-culture évolue en culture. Cela revient à ce que je disais tout à l'heure sur l'importance de préserver la création. Le politique doit prendre des risques en la matière pour soutenir l'émergent en plus du traditionnel. Un défi qui me semble important est celui de l'interculturalité. Nous devons combattre le repli sur soi, ce qu'Amin Malouf appelle les identités « meurtrières ». Il me semble important de défendre une culture anti-identitaire et de travailler avec tous les publics. La culture doit permettre aux gens d'ouvrir leur esprit mais aussi de se rencontrer.

**Pro J : Quel est l'enjeu de l'éducation permanente ? Comment vois-tu le rôle du secteur jeunesse en matière de promotion de l'éducation permanente ?**

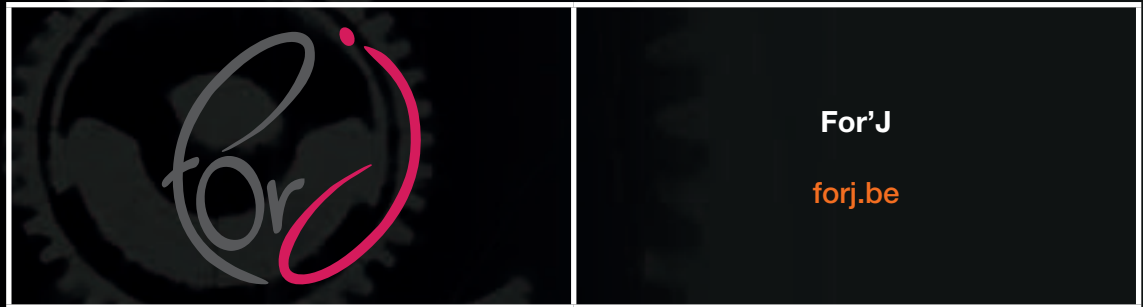
Les maisons de Jeunes font un travail local d'éducation permanente. Elles ont une tradition de promotion de la démocratie culturelle au travers de leur action de terrain. L'éducation permanente est un défi majeur, je trouve qu'il est important de la soutenir. L'enjeu est conséquent, il s'agit en permanence d'adapter les pratiques aux réalités sociales. Il faut se renouveler, trouver de nouvelles manières d'accrocher les gens. Je pense qu'un des enjeux est également la défense de l'accès à la culture pour tous. Le secteur de la jeunesse inscrit bien évidemment son action dans le cadre de l'éducation permanente, avec, bien sûr, un autre public cible que le public principalement adulte du secteur de l'éducation permanente. Une maison de jeunes est un lieu d'expé-

rimmentation et d'expression culturelle pour les jeunes qui s'y mettent en projet. C'est très positif en terme d'accès à la culture. Cela vaut aussi pour les organisations de jeunesse.

**Entretien réalisé par Carlos Crespo  
05.2013**







Tire ton plan jeunesse !



Ce n'est sans doute plus un secret pour personne, le secteur jeunesse est en pleine effervescence notamment suite à l'atteinte des limites budgétaires à disposition du secteur et de l'accumulation de centres de jeunes, pénalisés de ce fait par leur non-agrément dans le dispositif principal ou particulier, cela au moment où paradoxalement, impulsé par la Déclaration de Politique Communautaire, les discussions vont bon train quant à un plan jeunesse dont le seul intitulé soulevait bien des espoirs.

Car un « PLAN JEUNESSE » cela évoque de l'ambition, les moyens qui vont avec, une réflexion approfondie, la mobilisation la plus large possible, d'autant qu'il est question de transversalité la DPC précisant : « Le Gouvernement entend développer, avec les jeunes et les acteurs de terrain, un plan coordonné à destination des 12-25 ans prioritairement à partir des politiques de jeunesse, d'aide à la jeunesse et d'enfance, et intégrant aussi celles de l'enseignement, du sport, de la culture et de l'audiovisuel ».

Il est bien évident que les priorités politiques, s'accommodent mal de la réalité du terrain et qu'à l'inverse, en matière de pragmatisme politique, il est certes davantage valorisant de parler de « Plan Jeunesse », plutôt que d'évaluation du décret.

Pourtant, dès lors que le décret et son financement avaient atteint leurs limites, n'était-il pas plus pertinent de d'abord réaliser cette évaluation du décret et avant de se lancer dans des tergiversations théoriques ou utopiques, envisager sur base de cette évaluation une bien nécessaire réforme de la politique de jeunesse ?

Affirmer cela pourrait d'emblée vous amener à penser qu'il existe à l'interne du secteur un consensus sur la réforme du décret et sur la politique de jeunesse en général. Or, avant même de s'être mis autour de la table, dans les discussions informelles, apparaissent déjà des différences qui ne sont pas de simples nuances, mais reflètent bien des visions fondamentalement différentes, spécifiques à chaque fédération, à chaque sous secteur : Maisons de Jeunes, Centres d'info et Centres de Rencontre.

Au nombre de ces différences, FOR'J se singularise, sans doute par deux réflexions essentielles fondées notamment par son adhésion à

une charte de valeurs socialistes, disons progressistes pour rester tant que possible consensuel.

1. La jeunesse de notre fédération tend à davantage nous projeter vers le futur que faire référence au passé avec pour conséquence que nous sommes plutôt enclins à porter un regard critique sur le peu d'ambition de notre politique de jeunesse plutôt que de célébrer le chemin parcouru, tout appréciable qu'il soit cependant.

Ramenée aux Maisons de Jeunes, cette manière d'envisager la politique de jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles, nous conduit à déplorer qu'elle ne concerne que 93 des 272 communes... soit à peine 1/3 des communes qui comptent au moins une MJ sur leur territoire.

Sur notre carte (voir page suivante), ces communes figurent dans une nuance rouge... toutes les communes dans les teintes bleues n'ont aucune MJ pour parfois environ 40 000 habitants.

Cette situation que nous déplorons est tributaire de circonstances diverses qui mériteraient que l'on s'y intéresse et FOR'J songe à sa manière à le faire. En tout état de cause cette situation semble à tout le moins le fait d'une politique de jeunesse qui à notre avis responsabilise à outrance le jeune... le « PAR les jeunes », permettant de ce fait aux élus locaux de se retrancher derrière ce « PAR les jeunes » pour justifier leur inertie en matière de politique de jeunesse, jusqu'à ne pas soutenir les initiatives naissantes en ne leur accordant pas le local indispensable à l'agrément de Maison de Jeunes.

Or, c'est une lapalissade, des jeunes il y en a en toute commune.

Pour FOR'J une politique de jeunesse digne de ce nom en FWB devrait :

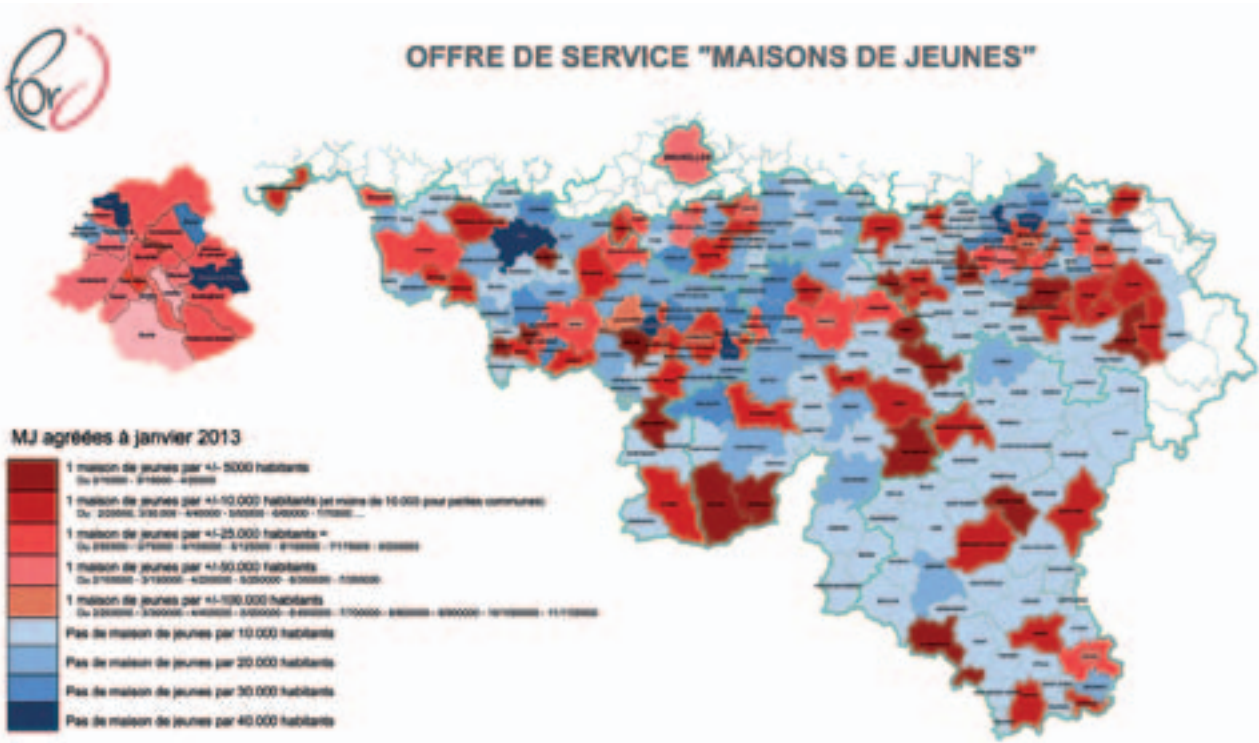
- ✗ indépendamment de la mobilisation initiale des jeunes visant à sa fondation, implanter une MJ dans toute commune d'au moins 10 000 habitants ;
- ✗ eu égard aux exigences du décret actuel, et à la volonté de professionnaliser, au strict minimum y rémunérer deux équivalents temps plein pour pérenniser le projet et garantir sa qualité.

2. L'impécuniosité du secteur, couplée au phénomène de renouvellement du public des maisons de jeunes, nous amène à notre deuxième réflexion... la discordance entre les exigences de qualité et les moyens accordés pour les atteindre.

FOR'J ose affirmer que tôt ou tard, une MJ connaîtra des difficultés plus ou moins graves du fait entre autres du renouvellement du public s'accompagnant







36



parfois de l'usure des acteurs de terrains. Et face à cette situation, quelle solution mettre en place dès lors que le coordonnateur ou l'équipe d'animation se sent seul face au problème et estime souvent qu'il convient de ne pas en faire état, car... faire aveu de difficulté ou d'impuissance c'est attirer l'attention de l'inspection et parfois s'exposer à une descente de niveau, voire une perte de la subvention ordinaire ou d'agrément, bref toutes sanctions qui ont en commun de priver la MJ d'une partie de ses maigres moyens au moment où elle en a le plus besoin pour se reconstruire ?

Pour ces deux raisons :

- ✗ le caractère inéluctable des difficultés en MJ ;
- ✗ le manque de moyens pour les traiter, FOR'J s'interroge sur l'efficacité et le bien-fondé du principe de sanction à l'encontre des Maisons de Jeunes en difficultés.

Notre proposition consiste, par rapport à ce constat, à :

- ✗ d'abord développer et pérenniser des équipes là où aujourd'hui le décret ne prévoit la plupart du temps qu'un animateur (deux si on tire parti de l'article 44 F) ;

- ✗ changer le rôle de l'inspection, déchargée de porter éventuellement une recommandation de sanction et de ce fait favoriser une meilleure collaboration entre MJ et inspection, surtout dans une vision de transversalité territoriale qui outre qu'elle semble devenir le leit-motiv du plan jeunesse, reste l'apanage des compétences de l'inspection ;
- ✗ enfin, développer au sein du service jeunesse ou donner aux fédérations de MJ les moyens de développer, une équipe d'animateurs et coordonnateurs pouvant faire face aux différentes situations à problèmes et si nécessaire assurer les intérim et le coaching des équipes en place afin de garantir une remise à niveau dans les meilleurs délais.

Cette ambition en matière de politique de jeunesse : implanter des MJ dans toute commune d'au moins 10000 habitants et la rencontre des trois déclinaisons de notre proposition ci-dessus, ne suffiraient pas encore pour que FOR'J ose parler de « Plan jeunesse », mais à tout le moins ce ne serait déjà plus du... « tire ton plan jeunesse » et permettrait de donner

un peu de crédit à tout vrai Plan Jeunesse qui se voudrait ambitieux ayant par cela jeté les bases matérielles de sa concrétisation.

Enfin, tant qu'à développer un plan jeunesse encore faudrait-il l'inscrire et/ou le revoir par rapport à la mission historique du secteur jeunesse. Cœur du projet FOR'J, la mission CRACS ne cesse de nous interpellé tant elle nous paraît incomplète et hors contexte.

Incomplète, au départ, nous semble-t-il, d'une incompréhension de la notion de « citoyen », et de ce que cela entraîne au niveau comportemental...

Ainsi, à l'origine de la création des premières MJ, la volonté de donner aux jeunes la possibilité de développer, entre pairs, d'où la volonté du « PAR » les jeunes, leur sens critique et de la responsabilité, se traduisant en actions au service de la citoyenneté... espérant « naïvement », suite au traumatisme généré par l'embrigadement de jeunes Belges dans l'armée hitlérienne en 40-45, que ce sens de la « citoyenneté » éviterait de revivre cette situation en cas de contexte similaire dans le futur. Naïvement, car à bien y réfléchir je crains que, pour justifier leur engagement, nombre de ces jeunes volontaires au service du Reich aient argué... d'une forme de citoyenneté, « d'idéalisme » comme la nomme Georges Dallemagne dans l'interview accordé et publié sur [levif.be](#) « il faut réinstaurer un service citoyen obligatoire »<sup>1</sup>.

Il s'agit donc non seulement d'être une "usine à citoyens » et de se poser la question fondamentale « C'est quoi un citoyen ? », mais de la compléter ainsi que nous l'avions proposé aux participants de l'université d'été du PS en 2008 des questions « Citoyen de quelle

1| « Le vif: Certains observateurs comparent l'engagement des djihadistes étrangers en Syrie à celui des Brigades internationales pendant la guerre civile d'Espagne (1936). D'accord ? Si l'on parle de la guerre civile en Espagne, ce qui ne me gêne pas, on peut aussi évoquer l'engagement de jeunes Wallons dans la Légion Degrelle pendant la Seconde Guerre mondiale. Une forme de recherche d'idéalisme n'est pas toujours recommandable. Les mobiles de ces jeunes peuvent constituer un danger pour nos valeurs et la démocratie s'ils reviennent du front radicalisés. S'ils ont un syndrome de stress post-traumatique, ils seront d'abord un danger pour eux-mêmes. »

Cité ? », « Pour quel projet de société ? », « Et quelle place des jeunes dans ce projet ? »

Hors contexte, car il semble que les francophones ont du mal à prendre la mesure de ce qui se joue en ce moment en matière de réforme de l'état se traduisant en détricotage et paradoxalement, à un autre niveau, en laborieuse construction européenne.

Détricotage et construction laborieuse qui ont en commun et pour cause inavouée l'égoïsme et le tribalisme généré par le capitalisme et une économie débridée.

Dès lors qu'aucun des niveaux de l'organisation du vivre ensemble (supra national : l'Europe, national : la Belgique ou régional) n'est capable de protéger le citoyen d'une économie générant de plus en plus d'inégalités, il ne faut pas s'étonner qu'aujourd'hui, les régions les plus prospères tentent de jouer cavaliers seuls. (Voir à ce sujet l'article la montée de l'agitation socialiste en Europe)<sup>2</sup>. Singulièrement ce sont ces régions qui ont, ou ont eu des velléités de sécessions : Écosse, Nord de l'Italie, Flandre, Catalogne... et toutes se revendiquant d'une forme de « citoyenneté » rapportée à leur région, au nom de particularismes langue, culture...

Dans ce contexte, les valeurs progressistes auxquelles FOR'J adhèrent nous semblent chaque jour plus pertinentes et chaque jour plus importantes à mettre au cœur de toute réflexion visant à l'éducation de la jeunesse faute de quoi, faute de replacer le citoyen au cœur des priorités politiques européennes, y compris dans une volonté de démocratie économique, cette Europe ne se fera pas et la citoyenneté que nous pourrions contribuer à construire s'appliquera à la portion congrue des citoyens et non à un projet de société progressiste à l'échelle européenne.

Si vous êtes intéressés par nos convictions et notre orientation en matière de politique de jeunesse, n'hésitez pas à le signaler à notre équipe afin de poursuivre le débat d'une manière qui vous convienne le mieux.

Jean-Pierre Tondou  
Directeur

2| [wsws.org/fr/articles/2012/nov2012/sepa-n01.shtml](#)

37







OXYJeunes

oxyjeunes.be

## Un été fou fou fou avec OXYJeunes

Comme tous les étés, l'ASBL OXYJeunes a concocté un programme estival bien rempli! En collaboration avec nos partenaires communaux, nos équipes seront présentes pour égayer l'été des enfants de plusieurs communes wallonnes durant les 9 semaines de vacances.

Dès le 1<sup>er</sup> juillet, les centres de vacances d'OXYJeunes ouvriront leurs portes dans les villes wallonnes suivantes: Farciennes, Rixensart, Philippeville, Dinant, Sombreffe, Fosses-la-Ville et Ellezelles. Chaque centre accueillera les enfants pour des activités variées et adaptées à tous les âges et à la région.

C'est en toute confiance que les administrations communales collaborent avec nos équipes d'animation locales pour l'organisation de leur Centre de Vacances estival.

Partenariats de longue date, nos centres de vacances sont souvent le résultat d'un travail global annuel, voire de plusieurs années. En effet, dans la plupart des entités partenaires, OXYJeunes forme des animateurs pour le Centre de Vacances, organise des stages durant les petites vacances et/ou des activités hebdomadaires dans la commune. C'est donc encadrés par une équipe d'animateurs qualifiés, expérimentés et surtout, recrutés localement, que les enfants passeront leurs vacances d'été.

Cet été, les animations qui seront proposées ne manqueront pas de peps et d'énergie: demi-journées sportives grâce à un partenariat avec l'Adeps, activités créatives et culinaires, détente à la piscine, excursions à la découverte des merveilles locales et, en apothéose, un spectacle haut en couleurs pour les parents! Bref, il y en aura pour tous les goûts!

Cette année, l'ASBL OXYJeunes lance une vague de solidarité. Du 29 juillet au 2 août, les enfants de tous nos centres de vacances participeront à une semaine dédiée à la solidarité. Localement, les équipes organiseront des événements à but solidaire, s'inscrivant dans un projet citoyen local et les enfants seront invités à y participer activement: goûter spectacle intergénérationnel ou échange multiculturel, tout sera en fonction des spécificités locales.

Le programme est disponible dans sa version complète sur le site internet [oxyjeunes.be](http://oxyjeunes.be).

Nous cherchons toujours des animateurs et coordinateurs motivés et dynamiques, de préférence brevetés!

### Dates et lieux

Commune	Adresse du Centre	Dates
Farciennes	École La Marelle rue Clément Daix 87 6240 Farciennes	Du 1 <sup>er</sup> juillet au 9 août.
Rixensart	Les Charmettes rue du tilleul 56 1332 Genval	Du 1 <sup>er</sup> juillet au 23 août. Fermé le 15 août.
Philippeville	Institut St Feuillien rue d'Omezée 22 5600 Omezée	Du 1 <sup>er</sup> juillet au 9 août.
Dinant	École communale rue Defoin 207 5500 Anseremme	Du 1 <sup>er</sup> juillet au 12 juillet. Du 5 août au 23 août. Fermé le 15 août.
Sombreffe	Centre sportif allée Château Chinon 6 5140 Sombreffe	Du 5 août au 23 août. Fermé les 15 et 16 août.
Fosses-la-Ville	Maison des Zolos rue des Zolos 22 5070 Fosses-la-Ville	Du 19 août au 23 août. Ados (13-15 ans): Du 26 août au 30 août.
Ellezelles	École libre St Joseph rue du pont 54 7890 Ellezelles	Du 29 juillet au 23 août. Fermé le 15 août.

### Infos utiles

Pour les enfants de 3 à 12 ans.  
À Fosses-la-Ville, une semaine ados (13-15 ans).

Prix, horaires de garderie et éventuel ramassage en car à confirmer pour chaque centre.

Inscriptions et renseignements au 071 38 84 00 ou sur [oxyjeunes.be](http://oxyjeunes.be).

Pour être Animateur et/ou Coordinateur dans l'un de nos centres, un formulaire de Candidature est disponible sur le site internet [oxyjeunes.be](http://oxyjeunes.be), Rubrique Emploi.

### Contact

ASBL OXYJeunes  
rue Albert I<sup>er</sup> 89 — 6240 Farciennes  
071 38 84 00  
[oxyjeunes.be](http://oxyjeunes.be)  
[info@oxyjeunes.be](mailto:info@oxyjeunes.be)

Frédéric Barberi, Animation — [animation@oxyjeunes.be](mailto:animation@oxyjeunes.be)





## OXYJeunes vous présente son relooking!

Un déménagement tonitruant et une nouvelle image: OXYJeunes sort de son cocon et vous présente sa nouvelle adresse et son nouveau logo!

Toujours basée à Farciennes, l'équipe d'OXYJeunes profite désormais de nouveaux locaux qui sont le résultat de longs travaux et d'une patience inébranlable. Des bureaux spacieux et de nouvelles salles d'animation permettront à nos animateurs et formateurs de développer des activités innovantes au service de la jeunesse farciennoise et wallonne.

C'est donc désormais au numéro 89 de la rue Albert 1<sup>er</sup>, sis à 6240 Farciennes que vous pourrez nous rejoindre ou nous envoyer vos courriers.

Profitant de cette vague de changement, OXYJeunes sort de sa coquille un nouveau logo et une nouvelle charte de couleurs. Notre nouvelle identité a été longuement pensée et remaniée pour coller au mieux aux animations que nous offrons: créative et dynamique, cela nous ressemble en tout point!

Les couleurs choisies sont remplies de peps et d'énergie: tout ce que nous voulions offrir à nos jeunes!

Curieux de rencontrer l'équipe dans nos nouveaux locaux? Bloquez déjà la date du 12 octobre 2013 pour une fête mémorable et une inauguration oxyjeunienne fantasmagorique!

D'ici là, nos salles d'animation/conférence sont déjà à votre disposition pour vos activités, formations, conférences... N'hésitez pas à demander nos tarifs et disponibilités à l'adresse [info@oxyjeunes.be](mailto:info@oxyjeunes.be)!

**OXYJeunes asbl: rue Albert 1<sup>er</sup> 89 — 6240 Farciennes | 071 38 84 00 — [oxyjeunes.be](http://oxyjeunes.be) - [info@oxyjeunes.be](mailto:info@oxyjeunes.be)**

*Secrétaire générale: Audrey Jacmart*





Jeunes  
FGTB

Jeunes FG TB

jeunes-fgtb.be

Le chômage des jeunes en  
Europe et en Belgique.  
Le précipice approche...  
On continue tout droit ?

Les dernières statistiques du chômage des jeunes en Europe font froid dans le dos. Même atténuées par des méthodes destinées à « permettre une comparaison internationale » — lisez « à bidouiller un peu les chiffres » —, le constat dressé par Eurostat est clair et tranchant : en janvier 2013, près d'un jeune de moins de 25 ans sur quatre est au chômage dans l'UE. Soit 5,690 millions de jeunes, en augmentation de 177 000 personnes en un an<sup>1</sup>. Dans certains États, la situation est purement innommable : toujours en janvier 2013, le taux de chômage des moins de 25 ans est, respectivement, de 59,1 % en Grèce, de 55,7 % en Espagne, de 38,6 % en Italie et de 38,3 % au Portugal. On ne s'appesantira pas ici sur l'étrange coïncidence qui lie ces taux aux « recettes miracles » imposées par les « plans de sauvetage » européens de ces États... Car, convenons-en, seul un esprit tordu pourrait voir un lien de cause à effet entre la destruction de la négociation salariale collective, la précarisation érigée en modèle de société et l'écroulement de la demande interne provoqués par lesdits plans et le taux de chômage qui explose. Tout comme on ne consacrerait pas plus de temps à l'étude des « initiatives » ou « paquets » pour l'emploi des jeunes proposés depuis des années par les institutions de l'UE. Car au-delà des grandes déclarations de chefs d'État européens sur la nécessité de ne pas « sacrifier une génération » et autres envolées du même genre, ce ne sont que les mêmes recettes surannées et inefficaces qui sont mises en avant : « mobilité », « garantie jeunesse » (lisez « activation et culpabilisation supplémentaire des jeunes sans emploi »), « stages » (de « qualité », attention!)<sup>2</sup>, etc. La mélodie devient monotone. Mais, sait-on jamais, si la Commission européenne sortait un jour de ses ornières néolibérales et proposait des solutions durables et non dogmatiques, on pourrait les analyser dans ces colonnes... Même si l'espoir est pour le moins ténu.

En attendant, revenons chez nous. Car, bon sang, si les recettes sont désuètes et inutiles au niveau européen, on fera certain-

nement mieux chez nous, me direz-vous. Eh bien, non. Si le chômage des moins de 25 ans est moins élevé que dans les États cités ci-dessus, on en est quand même à plus d'un jeune sur cinq qui est sans emploi<sup>3</sup>. Face à ce constat, que propose le gouvernement fédéral ? Des idées novatrices ? Noooooon, on fait comme d'habitude : on picore 2-3 idées chez « nos voisins » et on agit bien gentiment dans le périmètre délimité par les recommandations de l'Union européenne. Voyons cela.

*Aperçu non exhaustif des politiques relatives au chômage des jeunes en Belgique*

Le gouvernement fédéral, en place depuis décembre 2011, nous a concocté quelques perles. Déjà, l'annonce du choix de la ministre de l'Emploi... Monica De Coninck, surnommée « la gâchette » au CPAS d'Anvers. Entre 2001 et 2008, les bénéficiaires de l'aide sociale y passent de 13 000 à 4 000... Plus de 1 000 personnes par an<sup>4</sup>. Vlan ! Du concret, du bétonné : avec elle, les résultats arrivent ! Fini de « glandouiller » (lisez « chercher un emploi qui existe de moins en moins »), le ton était donné : les jeunes (et moins jeunes) travailleurs sans emploi n'avaient qu'à trembler !

À l'« État social actif » importé d'Outre-Manche par l'un de ses coreligionnaires<sup>5</sup>, on doit déjà les concepts d'« activation » des sans-emploi, la fameuse chasse aux chômeurs. La nouvelle ministre de l'Emploi, qui croit en l'obligation de résultat, s'en inspire pour passer à la vitesse supérieure : on augmente la durée du stage d'attente (qui devient « stage d'insertion professionnelle » (SIP), c'est plus tendance), on commence les entretiens d'évaluation pendant le stage (c'est-à-dire avant de toucher la moindre allocation) et on dessine un contrôle dispo spécial pour les jeunes ! Si avec ça, l'ONEM ne fait pas du chiffre on n'arrive pas à « activer » les jeunes, c'est qu'ils n'en ont vraiment pas envie...

Car, dans le dogmatisme classique des chantres de la « troisième voie », c'est bien le fait de pousser quelqu'un tant et plus à chercher du travail qui va favoriser la création d'emplois.

3| Selon les calculs d'Eurostat, en janvier 2013, le chômage des moins de 25 ans en Belgique s'élève à 21,9 %.

4| Selon ses propres dires : [lalibre.be/actu/belgique/article/714994/monica-de-coninck-contrats-flexibles-pour-chomeurs-de-longue-duree.html](http://lalibre.be/actu/belgique/article/714994/monica-de-coninck-contrats-flexibles-pour-chomeurs-de-longue-duree.html)

5| De retour d'Oxford, Frank Vandenbroucke, ex-golden boy du SPa., imposera son interprétation belge de la « Troisième voie blairiste », théorisée entre autres par Anthony Giddens. Pour donner du poids à son projet, il dressera un plan de communication à toute épreuve... On se souviendra, notamment, du : « on vous demande de chercher un emploi, pas d'en trouver un ».

1| EUROSTAT, *Le taux de chômage à 12,1 % dans la zone euro*, Communiqué de presse, 30 avril 2013, Luxembourg. Voir : [epp.eurostat.ec.europa.eu](http://epp.eurostat.ec.europa.eu)

2| Voir, entre autres, *Une initiative pour l'emploi des jeunes*, Commission Européenne, Strasbourg, 12 mars 2013. Voir : [eur-lex.europa.eu](http://eur-lex.europa.eu)







Tout comme c’est probablement le fait d’avoir très très soif au milieu du désert qui va favoriser l’arrivée de l’eau courante. On ne rit pas!  
Donc, pour faciliter la recherche d’eau, on augmente la taille du désert: on passe de 6, 9 ou 12 mois de stage d’attente (selon l’âge) à 12 mois de SIP pour tous. Mais, pour la Ministre de l’Emploi, très réceptive en cela aux sirènes bleues de son gouvernement, ce n’est pas encore assez: il faut d’autres décisions fortes!

Et elle le prouve avec deux mesures.  
La première est la limitation à 3 ans du droit aux allocations d’insertion<sup>6</sup>. Et seule une période de travail de 6 mois donnera droit à une prolongation du droit aux allocations de 6 mois. Plus que les cacahuètes budgétaires que ça rapportera, c’est bien une brèche idéologique claire qui balafre notre Sécurité sociale: le droit à des allocations de chômage est limité dans le temps. Ça laisse craindre le pire pour les allocations de chômage en général.

La seconde est la double « activation » des jeunes: une pendant le SIP et une permanente pendant les 3 ans d’allocations d’insertion. Pendant le SIP, les jeunes devront prouver, lors d’entretiens d’évaluation organisés au 7<sup>e</sup> et au 11<sup>e</sup> mois, qu’ils recherchent assez « activement » un emploi. Si ce n’est pas le cas, Monica-la-gâchette dit « crac dedans! »: un allongement du SIP de 6 mois! 12 mois de SIP + 6 mois de punition = 18 mois sans un balles après les études... Ah oui, comble du comble de l’acharnement idéologique contre les jeunes demandeurs d’emplois: les 6 mois de punition seront retirés des 3 ans de droit aux allocations d’insertion. La grande classe. Et comme la Ministre de l’Emploi aime faire du chiffre, elle fixe des objectifs au personnel de l’ONEM: le gouvernement fédéral prévoit une économie de 61,8 millions € /an. Ce chiffre correspond à 15000 prolongations de stage d’insertion par an, sur un total de 30000 jeunes qui ouvrent leurs droits sur une année! L’objectif est donc très clair: faites patienter la moitié de ces morveux!

Mais, se dit-on au gouvernement fédéral, l’État social actif, c’est bien, mais c’est déjà trop banal, trop abouti... D’où, brillante idée: et le « modèle allemand », dans tout ça? Bon sang, mais c’est bien sûr, c’est bien là qu’est pensé le travail de demain! Les réformes Hartz<sup>7</sup>, y a que

6| Avec un rab’pour certaines catégories de travailleurs sans emploi. voir: [fgtb-wallonne.be/actualites/2012/07/20/modifications-de-la-legislation-chomage](http://fgtb-wallonne.be/actualites/2012/07/20/modifications-de-la-legislation-chomage)  
7| Les « lois Hartz » sont une série de mesures relatives aux allocations sociales et au droit du travail mises en œuvre en Allemagne entre 2003 et 2005. Elles doivent leur nom à Peter Hartz, ancien responsable des ressources humaines d’un grand groupe privé allemand et proche de Gerhard Schröder, alors Chancelier.

ça de vrai<sup>8</sup>. L’idée géniale? On conditionne (encore plus) le bénéfice des allocations à la poursuite d’un parcours composé de périodes de travail plus ou moins imposées et sous-rémunérées. Et quelle est la mesure d’inspiration hartzienne retenue pour la Belgique? Le stage de transition.  
Après 7 mois de SIP, les jeunes pourront (devront?) effectuer un stage de transition d’une durée de 3 à 6 mois chez un employeur. L’ONEM versera une indemnité de 26,82 € / jour et l’employeur devra se fendre d’un atroce chèque de 200 € par mois. Soit un salaire d’un peu plus de 700 € pour un travail à temps plein: qui dit mieux? Encore une fois, seul un esprit syndical mal tourné pourra imaginer que la coïncidence entre la première évaluation durant le stage (au 7<sup>e</sup> mois) et la « possibilité » d’effectuer un stage de transition dès le 7<sup>e</sup> mois est peut-être autre chose qu’une coïncidence...

On continue?  
Après avoir passé ce parcours d’obstacles, les jeunes concernés pourront bénéficier des allocations d’insertion. Mais, pour éviter que ces feignasses ne se prélassent alors dans l’aisance<sup>9</sup>, la Ministre de l’Emploi a jugé utile de créer une version « jeunes » de la chasse aux chômeurs<sup>10</sup>! Au menu: une évaluation de la recherche d’emploi tous les 6 mois et 6 mois de suspension en cas d’entretien négatif.

Pour quels résultats ?

Dos au mur, culpabilisés à l’extrême par ce qu’on leur présente comme un « manque d’efforts » pour trouver un emploi, les jeunes concernés seront priés de se jeter sur le premier boulot venu. Quel qu’il soit, bien sûr. Mais, qu’ils se rassurent, avec la possibilité

8| Ou pas... Lire, entre autres: Veil M., *Les lois Hartz, plus qu’une réforme du marché du travail?*, Chronique internationale de l’IRES, n° 92, janvier 2005. Voir: [politiquessociales.net/IMG/pdf/c921.pdf](http://politiquessociales.net/IMG/pdf/c921.pdf)  
Pour un bilan des dites lois, lire, par exemple: Lechevalier A., *Dix ans de réformes Hartz: un modèle du genre...*, Alternatives économiques, 30 avril 2013. Voir: [alternatives-economiques.fr/blogs/lechevalier/2013/04/30/dix-ans-de-reforme-hartz-un-modele-du-genre%E2%80%A6](http://alternatives-economiques.fr/blogs/lechevalier/2013/04/30/dix-ans-de-reforme-hartz-un-modele-du-genre%E2%80%A6)  
9| Selon l’âge et la situation familiale, le montant mensuel des allocations d’insertion varie de 261 € à 1084 €.  
10| Dans le langage fleuri de l’ONEM, on dit « activation du comportement de recherche d’emploi des bénéficiaires d’allocations d’insertion ».

ouverte dès le 1<sup>er</sup> juillet pour les entreprises intérimaires de les embaucher pour un motif d’insertion<sup>11</sup>, ils pourront avoir de beaux contrats d’un jour, voire d’une semaine... Ils pourront apprendre à bien sourire à leur patron pour obtenir un nouveau contrat, à ne pas exercer leurs droits syndicaux, à développer des stratégies de soumission à l’autorité et à ne pas faire de projets pour l’avenir. Qu’importe, le but est de rassurer les marchés, d’être de bons élèves de l’UE et d’augmenter le taux d’emploi!

Vous avez dit « court-termisme » de droite qui envahit tout l’échiquier politique?

On le voit, les décisions européennes et belges relatives à l’« activation » des sans emploi sont toujours pensées et appliquées avec le même biais idéologique. À quoi servent des solutions structurelles comme le soutien à la création d’emplois publics et privés de qualité quand il suffit de faire retomber la faute sur les sans-emploi, « pas assez formés », « pas assez employables », etc.? Fi des responsabilités collectives, la voie vers le salut sera individuelle ou ne sera pas!

Et si on optait pour de vraies solutions ?

Plus sérieusement, pour l’emploi et le chômage des jeunes, on ne peut que se rendre à l’évidence: le précipice approche... Alors, on fait quoi? On continue tout droit, on propose les mêmes solutions qui ne fonctionnent pas, ou on tente autre chose?

L’indécence des taux de chômage des jeunes en Belgique et en Europe appelle des solutions collectives, durables et équitables.

Les Jeunes FG TB exigent un changement de cap radical. Il est urgent de s’attaquer aux vraies causes et responsables de la crise en prenant des mesures fortes: fiscalité plus juste, lutte contre la spéculation et la fraude fiscale, création massive d’emplois durables et de qualité (grâce à la réduction collective du temps de travail, avec embauche compen-

11| Jusqu’ici, seuls trois critères permettaient d’embaucher des travailleurs intérimaires: un remplacement temporaire, une surcharge temporaire de travail ou un travail exceptionnel. Ces critères sont déjà assez souvent « contournés » par les entreprises utilisatrices de travailleurs intérimaires.

satoire et maintien du salaire, par exemple), investissements dans les services publics qui sont les premiers outils de redistribution des richesses...

Ce n’est qu’à ce prix-là que le précipice pourra être évité.

Jeunes FG TB  
05.2013





**Jeunes  
FGTB**

Jeunes FG TB  
jeunes-fgtb.be

## Premier emploi, premier combat!

### Tu termines ou mets fin à tes études ?

Marche à suivre :

**1. Au plus vite après la fin de tes études**, tu dois t'inscrire comme demandeur d'emploi dans un des services régionaux de l'emploi et de la formation, chargés de ton suivi sur le marché de l'emploi :

- ✗ au FOREM si tu habites en Wallonie [leforem.be](http://leforem.be) ;
- ✗ chez Actiris pour la région de Bruxelles-Capitale [actiris.be](http://actiris.be) ;
- ✗ au VDAB pour la Flandre [vdab.be](http://vdab.be) ;
- ✗ à l'ADG en Communauté germanophone [adg.be](http://adg.be).

Tu peux t'inscrire en ligne ou sur place dans un bureau régional.

Le jour de ton inscription (ou le 1<sup>er</sup> août, si tu t'inscris en juin ou en juillet) commence ton stage d'insertion professionnelle. Il dure 1 an. Lors de ton inscription, tu recevras une attestation indiquant la date théorique de la fin de ton stage d'insertion. Garde-la précieusement ! Si tu t'inscris en ligne, imprime ou enregistre cette preuve d'inscription.

Tu peux calculer la date exacte de la fin de ton stage d'insertion sur le site Web de l'ONEM ([onem.be](http://onem.be)) qui est l'Office National de l'Emploi qui gère l'assurance chômage, contrôle les chômeurs et octroie (ou pas) les allocations de chômage.

Attention, certaines situations peuvent prolonger ce stage d'insertion. Pour en savoir plus, consulte notre brochure « Fin d'école, faim d'emploi » téléchargeable sur [fgtb.be](http://fgtb.be) ou contacte le secrétariat des Jeunes FG TB au 02 506 83 92 qui te l'enverra gratuitement.

Pendant les 12 mois du stage d'insertion, tu ne percevras pas d'allocation de « chômage ». Par contre, si tu as moins de 25 ans, tu conserves tes allocations familiales.

### Astuce !

Procure-toi dès à présent le formulaire C109-36 sur le site de l'ONEM et fais-le compléter par le dernier établissement secondaire que tu as fréquenté. Tu auras besoin de ce document à la fin de ton stage d'insertion.

**2. Pendant ton stage d'insertion**, tu dois commencer ta recherche ACTIVE d'emploi

Tu seras convoqué par les services régionaux de l'emploi et de la formation (Forem, Actiris, VDAB, ADG) pour réaliser un entretien avec un conseiller, c'est ton interlocuteur principal durant ta recherche d'emploi. N'hésite pas à utiliser les divers services proposés et n'attends pas ta rencontre avec ton conseiller pour commencer à chercher :

- ➔ consulte les offres d'emploi sur Internet, dans les journaux, dans les Maisons de l'emploi, etc. ;
- ➔ rédige ton CV, ta lettre de motivation, pose ta candidature, prépare-toi aux entretiens d'embauche (ces thèmes sont expliqués dans 3 brochures des Jeunes FG TB, tu peux les obtenir gratuitement par un simple coup de téléphone) ;
- ➔ passe dans une Maison de l'Emploi attachée aux services régionaux de l'emploi et de la formation. Tu y trouveras des offres, de l'information sur la recherche d'emploi, sur les métiers et les formations... Tu peux aussi utiliser ordinateur, fax et téléphone gratuitement ;
- ➔ participe aux formations, plans d'insertion et d'accompagnement que l'on te propose.

**Signale immédiatement tout changement dans ta situation personnelle (changement d'adresse, maladie, repos d'accouchement...) ou professionnelle (contrat de travail, reprise d'études).**

**Constitue-toi un dossier en conservant toute attestation reçue, tes preuves de recherche d'emploi :**

- ➔ conserve des copies de tes lettres de candidature et de toutes les réponses reçues ;
- ➔ demande une attestation de présentation auprès des employeurs que tu rencontres ;
- ➔ conserve la preuve de ton inscription dans les agences d'interim, note tes rendez-vous et leurs résultats ;
- ➔ dresse une liste de tous les contacts que tu as eus, note systématiquement tous tes rendez-vous : date, heure, personne rencontrée, entreprise, adresse, moyens de contact (mail, courrier, téléphone) et le résultat, même les réponses négatives.



Qui dit obligations, dit aussi sanctions!

Ta recherche d'emploi sera évaluée à plusieurs reprises durant ton stage d'insertion aux environs du 7<sup>e</sup> et du 11<sup>e</sup> mois (et après!). Les services régionaux (Forem, Actiris, VDAB, ADG) informent l'ONEM de tes « efforts » de recherche. Ce sont les contrôleurs de l'ONEM qui décident de t'octroyer tes allocations en fin de stage d'insertion. En cas d'évaluation négative, si tu ne respectes pas tes obligations, ou tu ne cherches pas suffisamment « activement », ton stage d'insertion peut être suspendu, prolongé voire définitivement annulé!

Sois ponctuel aux rendez-vous et, en cas d'impossibilité, avertis toujours de ton absence en précisant la raison.

3. À la fin de ton stage d'insertion

Si tu n'as pas encore trouvé d'emploi ou que tu travailles à temps partiel, tu pourras bénéficier d'allocations d'insertion.

Pour cela, tu dois d'abord te réinscrire comme demandeur d'emploi (Forem, Actiris, VDAB, ADG) selon les indications qui t'auront été communiquées par ces services.

Ensuite, tu pourras introduire ta demande d'allocations auprès du bureau de chômage de la FGTB le plus proche de chez toi.

Munis-toi de:

- ✗ ta carte d'identité;
- ✗ ton attestation de réinscription comme demandeur d'emploi;
- ✗ ton formulaire C109-36 complété par ta dernière école secondaire;
- ✗ ton numéro de compte en banque.

La fin de ton stage d'insertion ne signifie pas que tu ne dois plus chercher activement de l'emploi. L'ONEM continuera à contrôler régulièrement tes recherches, au moins tous les 6 mois, et, en cas d'évaluation négative, tes allocations pourront être suspendues voire supprimées!

Continue de remplir ton dossier avec tes preuves de recherche d'emploi, lis attentivement et réponds à tout courrier que tu recevras!

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, les allocations d'insertion sont limitées dans le temps — 3 ans maximum —, avec possibilité de prolongation dans certains cas.

Contacte les Jeunes FGTB pour en savoir plus!

Les Jeunes FGTB sont opposés à cette politique de contrôle! Les critères sur lesquels se basent l'ONEM pour contrôler les demandeurs d'emploi sont flous, et donc très subjectifs. D'autre part, plutôt que de s'attaquer au vrai problème — le manque d'emplois disponibles — la « chasse aux chômeurs » culpabilise et pénalise les demandeurs d'emploi, accusés de « profiter du système ». Ce dont on a besoin, c'est d'une vraie politique de création d'emplois de qualité, pour tous! Les plans d'austérité qui sont mis en place partout en Europe ne feront qu'augmenter ce fossé entre l'offre disponible et la demande!

Dans ce contexte difficile pour les jeunes qui arrivent dans le monde du travail, les Jeunes FGTB sont à tes côtés! Prends contact avec eux en cas de soucis avec le Forem ou l'ONEM!

Tu y bénéficieras aussi d'aide et conseils nécessaires pour constituer ton dossier, pourras te faire accompagner et, au besoin, être défendu. L'affiliation aux Jeunes FGTB est gratuite pendant tes études et jusqu'à la fin de ton stage d'insertion, à ce moment-là tu peux soit rester dans ta centrale Jeunes FGTB, soit t'affilier dans une autre centrale professionnelle.

Ton affiliation t'ouvre les portes de tous les services de la FGTB de ta région: informations sur l'actualité, activités culturelles et militantes, aide juridique, service chômage...

Je veux m'affilier gratuitement chez les Jeunes FGTB!  
[www.yourjob.be/affi.php](http://www.yourjob.be/affi.php)



Occupy La Roche  
Changer la société? Ça commence ICI!

★  
Du 5 au 10 juillet, La-Roche-en-Ardenne



Tu penses toi aussi qu'une société égalitaire est possible et tu réfléchis à sa réalisation?

Alors, entame l'été entouré-e de jeunes militant-e-s!

Au programme: déconstruction des pensées toutes faites de la droite, qu'elles soient capitalistes et/ou fascistes, internationalisme, syndicalisme étudiant, lutte contre l'extrême droite, défense des sans-papiers, nouvelles formes de lutte, soirées à thème, barbecue, etc.

On apprendra, on débattrà, on s'enrichira (en idées ☺), dans des ateliers thématiques, des projections de documentaires, des activités militantes ludiques. Le tout dans une ambiance décontractée: camping, balade et s'il fait trop chaud, on plongera une tête dans la piscine!

Alors, si toi aussi tu veux partager tes idées progressistes et tracer la route vers une société égalitaire, rejoins-nous et prends une énorme bouffée d'énergie pour passer de belles vacances!

Tu as entre 15 et 30 ans? Que tu sois étudiant ou jeune travailleur, tu es le bienvenu, ce stage est reconnu par le ministère de l'emploi et est couvert par le congé éducation payé!

Plus d'infos? Contacte l'animateur Jeunes FGTB de ta région:

1060 Bruxelles: Wouter — rue de Suède 45	02 552 03 63	<a href="mailto:wouter.vanaelst@fgtb.be">wouter.vanaelst@fgtb.be</a>
6000 Charleroi: Angela et Antoine — rue Basslé 8	071 64 12 16	<a href="mailto:taboo@brutele.be">taboo@brutele.be</a>
7100 Haine-St-Paul: Christophe — rue Aubry 23	064 23 61 19	<a href="mailto:christophe.moraisrosa@fgtb.be">christophe.moraisrosa@fgtb.be</a>
6700 Arlon: Magali — rue des Martyrs 80	063 24 22 68	<a href="mailto:magali.houba@fgtb.be">magali.houba@fgtb.be</a>
4000 Liège: Vincent — place St Paul 9-11	04 221 97 48	<a href="mailto:vincent.fanara@fgtb.be">vincent.fanara@fgtb.be</a>
7000 Mons: Florence — rue Lamir 18-20	065 32 38 61	<a href="mailto:florence.defourny@fgtb.be">florence.defourny@fgtb.be</a>
7700 Mouscron: Gaëtan — rue du Val 3	056 85 33 52	<a href="mailto:gaetan.vanneste@fgtb.be">gaetan.vanneste@fgtb.be</a>
5000 Namur: David — rue Dewez 40-42	081 64 99 52	<a href="mailto:david.lecomte@fgtb.be">david.lecomte@fgtb.be</a>
1400 Nivelles: Fabio — rue du Géant 4/3	067 64 60 06	<a href="mailto:fabio.molina-diaz@fgtb.be">fabio.molina-diaz@fgtb.be</a>
7500 Tournai: Fabien — rue du Crampon 12A	069 88 18 04	<a href="mailto:fabien.tanase@fgtb.be">fabien.tanase@fgtb.be</a>
4800 Verviers: Simon — Pont aux Lions 23, galerie des Deux Places	087 63 96 53	<a href="mailto:simon.darimont@fgtb.be">simon.darimont@fgtb.be</a>
Ou le Secrétariat Général des Jeunes FGTB	02 506 83 92	<a href="mailto:jeunes@jeunes-fgtb.be">jeunes@jeunes-fgtb.be</a>







Tels Quels Jeunes organise son premier stage d'été, l'occasion pour l'association de proposer aux jeunes de 16 à 24 ans de réaliser un livre illustré sur la thématique du *coming out*.

Pourquoi cette thématique ? Elle a été décrite comme étant une notion abstraite pour les jeunes de toute orientation sexuelle et pour laquelle il était temps d'éclaircir les esprits.

Ce livre sera construit autour de 2 ateliers au choix (l'écriture ou l'illustration), lors du séjour et sera ensuite édité.

Ce sera également l'occasion de découvrir la province de Liège, en effet, nous serons situés à la Ferme du Château à Tilff.

Renseignements et inscriptions: [info@tqj.be](mailto:info@tqj.be)





LES JEUNES  
SOCIALISTES  
LE MOUVEMENT



MJS - Mouvement des Jeunes Socialistes

mjs.be

## Réveillons la solidarité internationale !

Du 9 au 12 mai 2013, une délégation de Jeunes Socialistes ainsi qu'une délégation de Faucons Rouges belges (voir notre article, page 54) se sont rendues au *Workers Youth Festival* à Dortmund, en Allemagne. Ensemble, avec nos homologues flamands et hollandais, les Jeunes Socialistes se sont rendus en car, au départ de Bruxelles, jusqu'à Dortmund.

Durant quatre jours, les Jeunes Socialistes ont débattu et participé à des ateliers sur de nombreux sujets politiques, militants et sociétaux. Plus de 40 ateliers étaient organisés au cours desquels les jeunes ont pu discuter de nombreux sujets tels que les affaires sociales, la démocratie, l'activisme ainsi que l'égalité et le féminisme. Des Panels, discussions politiques et des discours ont complété ces ateliers.



Ce week-end a également été riche en rencontre. Les Jeunes Socialistes ont pu rencontrer, discuter, échanger des idées mais aussi faire la fête avec des personnes venant des quatre coins du monde : France, Espagne, Autriche mais aussi Australie, Nouvelle-Zélande, Israël, Palestine, Colombie, Pérou, et bien d'autres. Sur place, plus de 3500 personnes étaient présentes dont 1500 venant de l'étranger.

Ce festival était également l'occasion de célébrer les 150 ans de l'existence du Parti Social-Démocrate d'Allemagne (SPD). Durant son discours, Sigmar Gabriel, le chef du Parti Social-Démocrate allemand, a rappelé l'importance « de la puissance de la solidarité internationale ».

« *United we make history* »

Ensemble, nous écrivons l'histoire ! Voici le slogan de ces quatre jours d'action politique. Le message de ce festival est clair : penser globalement, agir localement ... et, surtout, dans la solidarité ! Ce festival a été l'occasion pour de nombreux jeunes d'échanger, de discuter, de s'inspirer et parfois même de se rassurer que oui il existe une jeunesse engagée, solidaire et progressive quant à l'avenir de notre société. Les jeunes ont pu comparer leurs situations mais surtout apprendre l'un de l'autre. En Allemagne, le taux de chômage chez les moins de 25 ans est assez bas (8%). L'Italie et l'Espagne connaissent par contre un taux de chômage élevé chez les jeunes (jusqu'à 50%).

Les Jeunes Socialistes belges proposent notamment la réduction collective du temps de travail pour créer de l'emploi. Mais il est essentiel de coordonner nos revendications au niveau européen pour pouvoir être plus fort. Ce genre de moments représente l'occasion de discuter avec nos camarades d'autres pays des solutions que nous pouvons apporter aux problèmes d'emploi des jeunes et à la crise financière mondiale.

Plusieurs rencontres ont été organisées entre la délégation belge et les délégations autrichiennes, françaises, espagnoles, etc. Ces rencontres ont permis de faire connaître le mouvement et ses actions ainsi que le système politique belge et notre place au sein de celui-ci. C'était également l'occasion d'échanger sur nos revendications communes et les projets futurs à mener.

Point d'orgue du week-end, les jeunes ont également défilé dans les rues de Dortmund pour une journée d'action symbolique afin de montrer au monde que la jeunesse est là et qu'elle a des propositions concrètes à faire, avec un message : *Rise up* (Levez-vous) !

La manifestation s'est terminée par une conférence autour de la campagne « *Generation of the crisis : rise up!* » que les Jeunes Socialistes portent depuis plusieurs mois. Pendant cette conférence, David Cordonnier, Président des Jeunes Socialistes, a rappelé combien une réforme de la banque centrale européenne était nécessaire pour permettre de prêter directement aux États. En effet, pour nos camarades allemands ce sujet est extrêmement sensible.

Les Jeunes Socialistes allemands vont lancer la campagne « *Generation of the crisis : rise up!* » dans tout le pays. Il est important de rappeler que les jeunes veulent sensibiliser leurs concitoyens à une Europe de l'emploi, de l'écologie et de la démocratie pour arrêter cette crise qui fait souffrir les jeunes en Europe. Les solutions se trouvent dans le champ de l'emploi, des outils fiscaux, de la transition écologique et de la démocratisation.







Faucons Rouges

fauconsrouges.be

## Les Faucons Rouges au « *Workers Youth Festival* » à Dortmund

Une délégation des Faucons rouges belges s'est rendue au *Workers Youth Festival* à Dortmund, du 9 au 12 mai 2013. Elle était composée de participants de plusieurs sections (Pont-à-Celles, Molenbeek...) de plus de 13 ans ainsi que d'un animateur du Bureau central des Faucons Rouges de Huy.

Destinés à tout organisme, mouvement, association dans la mouvance socialiste, ces discussions, échanges à propos de la démocratie, l'homophobie, l'antifascisme et les différentes cultures, pays et continents ont atteint leur but.

Ce rassemblement de plus de 3000 personnes venues de plusieurs endroits de la planète (Colombie, Turquie, Angleterre, Pays-Bas, Israël,...) et ces échanges d'idées, de bonnes pratiques, concerts, manifestations, activités sportives, culturelles, manuelles ont permis aux jeunes de confronter leurs différentes réalités nationales et de s'enrichir mutuellement. Les relations avec les groupes étrangers ont été particulièrement enrichissantes et même si la barrière de la langue a parfois compliqué les interactions, cela n'a pas empêché les jeunes de profiter au maximum de cette expérience hors du commun.

De l'organisation d'un mini-tournoi de foot international, à l'instar des Belges et des Colombiens (avec la participation des Hollandais, des Allemands, des Anglais et des Russes), aux danses folkloriques turques en passant par la participation aux échanges d'informations pris en charge par les Mouvements des Jeunesses Socialistes de France...

Des échanges à propos des tenues vestimentaires (nouvelles chemises à capuche) arborées par la délégation belge avec la délégation israélienne aux échanges avec les MJS belges pour la description des deux mouvements en passant par la présentation des mouvements nationaux différents, de leurs fonctionnements propres et échanges de visuels : badges, autocollants, Bic...

Du parcours acrobatique, cirque (jonglerie et équilibre) aux activités manuelles (création d'une pancarte, de banderoles, de foulards et d'anneaux en cuir) et aux jeux de société avec les Allemands...

De la marche symbolique dans Dortmund avec toutes les délégations présentes sur le site et activités présentées par les Allemands (concert, kicker géant, mur d'escalade, bowling) aux activités spécifiques présentées ou organisées par la délégation belge (balade dans le parc de festival, jeux d'extérieurs, pédalo sur le lac, jeux d'intérieur), les jeunes ont vécu 4 jours d'expériences intenses et exceptionnelles.

Ils sont rentrés fiers et heureux d'avoir arboré les couleurs du Mouvement au cœur même d'une organisation internationale, riches de nouvelles amitiés, de nouveaux contacts et forts de projets à réaliser en partenariat dans l'avenir.



SERVICES



**Oxyjeunes**  
rue Albert 1<sup>er</sup> — 6240 Farciennes

T. 071 38 84 00 — F. 071 39 83 00  
W. [info@oxyjeunes.be](mailto:info@oxyjeunes.be) — [www.oxyjeunes.be](http://www.oxyjeunes.be)



**Latitude Jeunes**  
rue Saint-Jean 32-38 — 1000 Bruxelles

T. 02 515 04 02 — F. 02 512 27 62  
W. [latitude.jeunes@mutsoc.be](mailto:latitude.jeunes@mutsoc.be) — [www.ifeelgood.be](http://www.ifeelgood.be)



**Contact J**  
bd de l'Empereur 25 — 1000 Bruxelles


T. 02 511 96 84 — F. 02 502 60 36  
W. [contactj@contactj.be](mailto:contactj@contactj.be) — [www.contactj.be](http://www.contactj.be)

AUTRES



**Philocité**  
rue de Laveu 100 — 4000 Liège

T. 0478 719 099 — 0470 122 811  
W. [philocite@philocite.eu](mailto:philocite@philocite.eu) — [gaelle.jeanmart@philocite.eu](mailto:gaelle.jeanmart@philocite.eu) — [www.philocite.eu](http://www.philocite.eu)



**Excepté Jeunes**

Siège social rue A. Nelis 158 — 5001 Belgrade	Siège d'exploitation rue Haut Baty 59 — 5060 Sambreville
--	---

T. 071 71 19 35  
W. [excepte.jeunes@swing.be](mailto:excepte.jeunes@swing.be) — [www.exceptejeunes.be](http://www.exceptejeunes.be)



**FCHWB — Ferme des Castors**  
rue du Faubourg 16-18 — 6250 Aiseau

T. 071 76 03 22 — 071 74 04 75 — F. 071 76 19 26  
W. [info@castor.be](mailto:info@castor.be) — [www.castor.be](http://www.castor.be)

MOUVEMENTS



**Faucons Rouges**  
rue Entre-deux-portes 7 — 4500 Huy

T. 085 41 24 29 — F. 085 41 29 36  
W. [info@fauconsrouges.be](mailto:info@fauconsrouges.be) — [www.fauconsrouges.be](http://www.fauconsrouges.be)



**MJS — Mouvement des Jeunes Socialistes**  
rue de la Croix de Fer 16 — 1000 Bruxelles

T. + F. 02 512 12 18  
W. [secretariat@mjs.be](mailto:secretariat@mjs.be) — [www.mjs.be](http://www.mjs.be)



**Jeunes FG TB**  
rue Haute 42 — 1000 Bruxelles

T. 02 506 83 92 — F. 02 502 73 92  
W. [jeunes@jeunes-fgtb.be](mailto:jeunes@jeunes-fgtb.be) — [www.jeunes-fgtb.be](http://www.jeunes-fgtb.be)



**Tels Quels Jeunes**  
rue Marché au Charbon 81 — 1000 Bruxelles

T. 02 512 45 87 — F. 02 511 31 48  
W. [info@tqj.be](mailto:info@tqj.be) — [www.tqj.be](http://www.tqj.be)

FÉDÉRATIONS DE CENTRES DE JEUNES



**CIDJ**  
rue Saint Ghislain 29 — 1000 Bruxelles

T. 02 219 54 12 — F. 02 219 54 13  
W. [cidj@cidj.be](mailto:cidj@cidj.be) — [www.cidj.be](http://www.cidj.be)



<b>For J</b> Siège social rue Le Lorrain 104 — 1080 Bruxelles	Siège d'activités rue de Villers 227 — 6010 Couillet
---	---

T. 02 649 03 22 — F. 02 647 87 42      T. 071 60 02 70 — F. 071 60 02 73

W. [info@forj.be](mailto:info@forj.be) — [www.forj.be](http://www.forj.be)





Retrouvez toutes les formations 2013 de ProJeuneS sur:

[formactif.be](http://formactif.be)



